

- 1.1 Documents requis
- .1 Garder sur le lieu de travail une (1) copie de chacun des documents suivants :
- .1 Dessins du contrat;
 - .2 Spécifications;
 - .3 Addenda;
 - .4 Dessins d'atelier révisés/soumissions;
 - .5 Ordres de modification;
 - .6 Autres modifications au contrat;
 - .7 Rapports des essais effectués sur le terrain;
 - .8 Copie du calendrier des travaux approuvé;
 - .9 Instructions d'installation et d'application du fabricant.
- 1.2 Conditions du site
- .1 Des dossiers sur les structures existantes et des rapports géotechniques peuvent être disponibles pour inspection aux bureaux des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 1045, rue Main à Moncton (N. -B.). Ces documents ne sont pas nécessairement tenus à jour et sont fournis à titre informatif seulement. Ils doivent être complétés par des visites du site et par la consultation des experts concernés.
- 1.3 Calendrier des travaux et_ dates d'achèvement
- .1 Préparer et soumettre au représentant ministériel, dans les cinq (5) jours suivant la notification d'attribution du contrat, une (1) copie du calendrier de construction, sous la forme dans d'un graphique à barres, illustrant les dates de commencement et d'achèvement de chaque phase principale des travaux, indiquant les travaux à réaliser et les sous-traitants, les dates de soumissions, l'étude et le retour de tous les dessins, etc.; les dates d'achèvement substantiel ainsi que les heures de travail et l'équipement prévus pour chaque tâche principale. Si le calendrier proposé n'est absolument pas acceptable, soumettre sans délai un nouveau calendrier qui sera répondre aux attentes du représentant ministériel.
- .2 Le représentant ministériel doit aviser par écrit l'entrepreneur quant à l'acceptation du calendrier de construction. Les dates du calendrier de construction doivent être respectées en tout temps. Si, pour quelque raison que ce soit, le calendrier de construction n'est pas respecté, aviser immédiatement le représentant ministériel des modifications et soumettre un nouveau calendrier pour qu'il puisse

l'approuver. Si le représentant ministériel accepte par écrit ce calendrier, celui-ci devient le nouveau calendrier de construction.

.3 Soumettre un calendrier de construction mis à jour à chaque demande de paiement. Aucun paiement ne sera effectué tant que le calendrier de construction mis à jour n'aura pas été transmis.

.4 Au besoin, fournir par écrit la description des particularités de ce calendrier. La soumission et l'acceptation par le représentant ministériel du calendrier de construction de l'entrepreneur ou l'envoi de détails et particularités s'y rapportant ne dégagent pas l'entrepreneur de ses obligations et responsabilités prévues au contrat.

1.4 Responsabilités relatives aux mesures

.1 Informer le représentant ministériel suffisamment à l'avance des opérations autorisant les mesures requises aux fins de paiement.

1.5 Utilisation du site par l'entrepreneur

.1 Collaborer avec l'administration portuaire et les utilisateurs des installations existantes. Tous les travaux effectués seront coordonnés et approuvés afin de réduire au minimum leur impact sur les activités quotidiennes du port. La personne-ressource du port est Daniel Landry, directeur du port, 506-727-8695.

.2 Certaines dates peuvent varier légèrement sur la base des dates d'ouverture et de fermeture.

.3 Si des éléments devaient faire obstacle, demander les directives à suivre au représentant ministériel.

.4 Ne pas encombrer le site de façon déraisonnable avec des matériaux ou de l'équipement.

.5 Déplacer les produits ou l'équipement entreposés qui nuisent aux activités du représentant ministériel ou des autres entrepreneurs.

.6 Obtenir la permission d'utiliser les zones d'entreposage ou de travail supplémentaires requises pour réaliser les travaux et déverser les frais requis pour leur utilisation.

- .7 Respecter l'ensemble des règlements et des autorités ayant compétence sur les travaux, que ce soit à terre ou sur l'eau.
 - .8 S'assurer que les structures existantes ne subissent aucun dommage pendant ces travaux. De tels dommages doivent être réparés aux frais de l'entrepreneur.
 - .9 Fournir des panneaux d'avertissement et des barrières temporaires dans les endroits où des travaux sont effectués près des zones utilisées par le public.
 - .10 Fournir et mettre en œuvre un plan de contrôle de la circulation approuvé.
- 1.6 Codes et normes
- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNB), ainsi que tout autre code provincial ou local. En cas de conflits ou de divergences, les exigences les plus strictes s'appliquent.
 - .2 Respecter ou dépasser les exigences des normes, des codes et d'autres documents de référence prescrits. Si une norme ou un code n'est plus à jour, l'édition la plus récente remplace la date référencée.
 - .3 L'entrepreneur doit respecter et appliquer les mesures de sécurité en construction exigées par le Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction et la norme de Travail sécuritaire NB. Dans le cas de conflits entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus rigoureuse s'appliquera.
- 1.7 Réunion de projet
- .1 Le représentant ministériel organisera les réunions de projet; il sera chargé d'établir l'horaire de ces réunions et de dresser et distribuer les procès-verbaux.
- 1.8 Établissement des travaux
- .1 Effectuer toutes les études détaillées nécessaires pour réaliser les travaux, notamment en ce qui concerne le positionnement et l'entretien des points de travail ainsi que l'établissement des lignes et cotes verticales. Exécuter tous les travaux d'aménagement en

prenant soin de préserver les points de référence et pieux collecteurs.

- .2 Fournir les mâts, échafaudages, planches d'alignement, lignes, règles, gabarits et autres dispositifs éventuellement nécessaires pour faciliter l'aménagement, la construction et l'inspection des travaux. Au besoin, suspendre les travaux pour une durée raisonnable afin de permettre au représentant ministériel de contrôler ou d'inspecter une partie des travaux. L'entrepreneur ne recevra aucune compensation ni délai supplémentaire en raison de cette suspension des travaux.
- .3 Les cotes verticales relatives aux différentes caractéristiques des travaux spécifiés doivent être indiquées et correctement liées à un point de référence; ce référencement sera approuvé par le représentant ministériel.
- .4 Vérifier les nivellements, lignes, niveaux et dimensions indiqués sur les dessins et signaler les éventuelles erreurs ou incohérences au représentant ministériel avant de commencer les travaux. Définir les nivellements, lignes et niveaux requis afin de faciliter les travaux.

1.9 Contrôle de la circulation

- .1 Fournir le contrôle de la circulation conformément au Manuel de contrôle de la circulation sur les chantiers publié par le Ministère des Transports et de l'Infrastructure du Nouveau-Brunswick.
- .2 Dans les zones urbaines, consulter les autorités locales compétentes pour connaître les éventuelles exigences supplémentaires ou spécifiques.
- .3 Rencontrer les autorités locales compétentes avant de commencer la construction afin de définir les détournements du trafic admissibles, les passages pour piétons et l'accès à la zone de construction.
- .4 Fournir, au besoin, le personnel de contrôle de la circulation, les panneaux de signalisation, les feux et les autres moyens de contrôle de la circulation.

- .5 Fournir et s'occuper des panneaux, des délimiteurs, des barrières et d'autres dispositifs nécessaires pour indiquer les activités de construction ou d'autres conditions temporaires ou inhabituelles.

1.10 Services existants

- .1 Lorsque les travaux exigent une connexion à des services existants ou leur interruption, exécuter les tâches sous la direction de la personne qui a l'autorisation en vigueur, en perturbant le moins possible la circulation des piétons et des véhicules.
- .2 Avant de commencer les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des conduites de branchement dans la zone de travail et en aviser le représentant ministériel.
- .3 Soumettre l'échéancier au représentant ministériel et obtenir son approbation pour tout arrêt ou fermeture d'une installation ou d'un service. Respecter le calendrier approuvé et aviser les parties concernées.
- .4 Lorsque des services inconnus sont observés, aviser immédiatement le représentant ministériel et confirmer les constatations par écrit.

1.11 Documents contractuels

- .1 Dessins du contrat :
 - .1 Les dessins repérés par la lettre « A » dans le présent document « Plans et spécifications » et tous les éventuels dessins supplémentaires publiés ultérieurement par le représentant ministériel.
 - .2 Le représentant ministériel peut fournir des dessins supplémentaires pour faciliter l'exécution des travaux. Ces dessins sont fournis aux fins de clarification seulement. De tels dessins ont la même signification et le même objet, comme s'ils étaient inclus dans les plans mentionnés dans les documents contractuels.
 - .3 Les dessins indiquent l'étendue et les dimensions générales des travaux. Effectuer toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les travaux réalisés sont conformes à l'objectif initial.

- .4 Vérifier toutes les conditions existantes sur le terrain avant de commencer les travaux.
- .2 Spécifications du contrat :
 - .1 Les exigences générales et les spécifications techniques sont rédigées à l'attention de l'entrepreneur général seulement. Elles sont organisées dans le format du devis directeur national avec des divisions et des sections distinctes.
 - .2 Les spécifications sont formulées dans un langage « abrégé »; par exemple, le mot « Fournir » doit être interprété comme suit : « L'entrepreneur doit fournir toute la main-d'œuvre, tous les matériaux et tout l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux ».
 - .3 Ces spécifications ainsi que les dessins qui les accompagnent visent à décrire un projet fini. Ces documents sont conçus pour être complémentaires; les exigences sous l'une ou l'autre forme sont aussi contraignantes que si elles étaient formulées sous les deux formes. L'entrepreneur doit comprendre que les travaux décrits dans le présent document seront réalisés dans le moindre détail, nonobstant que toutes les tâches requises ne sont pas nécessairement mentionnées; l'entrepreneur sera en outre tenu de fournir toute la main-d'œuvre, tous les matériaux et tout l'équipement nécessaires à l'exécution complète des travaux et il ne pourra pas se prévaloir d'éventuelles erreurs ou omissions.
- 1.12 Permis et règlements
 - .1 Faire la demande nécessaire, obtenir et payer les permis, les approbations et les autres autorisations requises pour exécuter les travaux.
 - .2 Se conformer à l'ensemble des lois et des règlements publiés par toutes les autorités compétentes.
 - .3 Payer tous les éventuels permis municipaux requis sans frais supplémentaires au contrat.

- 1.13 Découpage, ajustement et rapiéçage
- 1.13.1 Faire le découpage, y compris l'excavation, l'ajustement et le rapiéçage nécessaires à l'exécution correcte du travail.
 - .2 Faire des découpes avec des bords nets et lisses. Faire des rapiéçages discrets dans l'assemblage final.
 - .3 À l'endroit où la nouvelle construction rejoint la structure existante, si celle-ci est modifiée, faire des découpes et des rapiéçages de façon à s'adapter à la structure existante.
 - .4 Obtenir l'approbation du représentant ministériel avant de couper, percer, gainer ou creuser près des éléments porteurs.
- 1.14 Registre de construction
- .1 Au fur et à mesure de l'avancée des travaux, tenir à jour des registres précis afin de montrer tous les écarts par rapport aux dessins contractuels, en mentionnant en particulier les travaux qui seront dissimulés. Avant l'inspection des travaux visant à la délivrance du certificat définitif d'achèvement, fournir au représentant ministériel un jeu des bleus des dessins indiquant clairement tous les écarts.
 - .2 Fournir des sections transversales « conformes à l'exécution » des éventuels travaux d'excavation, de dragage ou de remblai.
- 1.15 Paieement
- .1 Se reporter à la section 01 29 00 pour connaître la ventilation du paiement des éléments de travail.
 - .2 Les travaux spécifiés à la section Conditions générales, à la section Conditions supplémentaires ou à une autre section des spécifications, division 01, ne feront l'objet d'aucun paiement séparé. Les coûts de ces travaux doivent être considérés comme des frais généraux et inclus dans les prix unitaires du contrat.
 - .3 Les modifications des dimensions effectuées à l'initiative du représentant ministériel afin de s'adapter aux conditions existantes, mais n'exigeant pas de travaux ou matériaux supplémentaires n'entraîneront pas de coûts supplémentaires au contrat.

- 1.16 Examen du site
- .1 Toutes les parties répondant à l'appel d'offres doivent visiter le site des travaux avant de soumissionner afin de bien connaître les conditions du site, les conditions des éléments existants qui doivent être enlevés, les marées, le degré d'exposition et tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution des travaux mentionnés sur les dessins et le devis. La soumission d'une offre signifie que l'entrepreneur connaît bien les conditions du site.
 - .2 Le représentant ministériel ne tiendra aucunement compte de toute réclamation de la part de l'entrepreneur résultant du fait que ce dernier a omis d'effectuer les recherches nécessaires avant de soumissionner à l'appel d'offres.
- 1.17 Maintien du transport maritime
- .1 Assurer la liaison avec les représentants locaux du port afin de coordonner les activités de façon à réduire au minimum les obstacles.
- 1.18 Coopération et assistance au représentant ministériel
- .1 Coopérer avec le représentant ministériel pour l'inspection des travaux.
 - .2 Fournir de l'aide quand il en fait la demande.
 - .3 Fournir une petite embarcation à moteur avec un opérateur et une chaîne de sondage pour l'usage du représentant ministériel quand il en fait la demande.
- 1.19 Système de référence
- .1 Le système de référence mentionné dans les présentes spécifications est le niveau de référence des cartes. Le niveau de référence des cartes, reconnu par un accord international, est un niveau en dessous duquel la marée descend rarement. Le Service hydrographique du Canada a adopté un niveau de la marée normale la plus basse (MNPB) comme niveau de référence des cartes. Étant donné que les horaires des marées montantes et descendantes ainsi que leur amplitude varient chaque jour, les Tables des marées et courants du Canada, publiées par le Service hydrographique du Canada, doivent être consultées afin de connaître les prédictions de marée et afin d'obtenir tous les renseignements nécessaires sur la marée liés aux travaux.

- 1.20 Représentant
de l'entrepreneur .1 Nommer en permanence sur le site un représentant auquel les messages doivent être adressés et qui sera chargé de s'exprimer au nom de l'entrepreneur dans les discussions relatives aux méthodes de travail.
- 1.21 Indemnité d'accident
du travail .1 L'entrepreneur et tous les sous-traitants doivent être enregistrés dans le cadre de la *Loi sur les accidents du travail* et doivent fournir la preuve de couverture.
- .2 À l'achèvement du contrat, avant que le paiement final ne soit effectué, l'entrepreneur présentera au représentant ministériel une lettre de certification provenant de la Commission des accidents du travail, indiquant que toutes les évaluations requises liées à tous les métiers ont été payées.
- 1.22 Lois, taxes et droits
standard .1 Se conformer à l'ensemble des lois et normes régissant tous les travaux ou une partie des travaux, payer toutes les taxes applicables ainsi que tous les permis et certificats requis pour l'exécution des travaux. S'il existe des variations entre les exigences des différentes agences régissant tous les travaux ou une partie des travaux, les plus restrictives seront appliquées; cependant, les normes établies par les dessins et les présentes spécifications dépassant de telles exigences ne devront en aucun cas être réduites.
- 1.23 Protection
et réparation .1 Réparer tous les dommages résultants des opérations exécutées dans le cadre de ce contrat.
- .2 Assurer la protection du bassin et du quai ou quai flottant tout au long de la saison de pêche.
- 1.24 Emplacement de
l'équipement et
des appareils .1 L'emplacement de l'équipement, des appareils et des accessoires connexes doit être considéré comme approximatif.

- 1.25 Inspection et essai .1 Le représentant ministériel peut employer un inspecteur ou une entreprise d'essai afin de s'assurer que les travaux sont conformes aux contrats.
- 1.26 Élimination des Déchets .1 Éliminer les déchets, y compris les matériaux de construction non utilisés, les produits pétroliers et leurs contenants ainsi que les autres matériaux de cette nature, dans des endroits adaptés en dehors du site.
- .2 Les matériaux issus des travaux ne doivent pas dériver car ils représentent une menace pour la navigation.
- 1.27 Conditions de sols existantes .1 Tous les renseignements relatifs aux sols et tous les registres de trous de forage sont fournis par le représentant ministériel aux fins d'information générale seulement; les descriptions et les registres de trous de forage ne doivent pas être considérés comme une description des conditions existantes dans des zones autres que celles décrites par les trous de forage eux-mêmes.
- 1.28 Vestiges et antiquités .1 Protéger les vestiges, les antiquités et les éléments d'intérêt historique ou scientifique tels que les pierres angulaires et leur contenu, les plaques commémoratives, les tablettes gravées et les autres objets similaires trouvés pendant l'exécution des travaux.
- .2 Aviser immédiatement le représentant ministériel et attendre ses consignes écrites avant de poursuivre les travaux dans cette zone.
- .3 Les vestiges, les antiquités et les éléments d'intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété du représentant ministériel.
- 1.29 Bouées de navigation temporaires .1 Maintenir un feu de navigation temporaire afin de repérer la position de l'extrémité extérieure de la structure au fur et à mesure de la construction. Le feu de navigation doit être conforme aux exigences de la norme de la Garde

côtière canadienne TP968 et doit être équipé de réflecteurs radars.

- .2 Maintenir des bouées flottantes temporaires à intervalles de 30 m du côté faisant face au large (décalage de 10 m maximum) de la zone de travail au fur et à mesure de la construction. Le feu de navigation doit être une bouée Go Deep International Inc GDI-0.25 équipée d'un déflecteur radar interne et d'une lanterne M502, ou équivalent approuvé. Placer la bouée d'avertissement jaune au point le plus éloigné du côté du quai orienté vers la terre, et à 20 m de la construction en cours. Elle doit comporter les éléments suivants :
 - .1 Réflecteur radar.
 - .2 voyant 2 nm orange à caractéristique de luminosité (Fl) 4S du crépuscule à l'aube et pendant les périodes de visibilité réduite.
- .3 Coordonner l'installation du feu de navigation avec l'administration portuaire locale.
- .4 L'entrepreneur devra assumer tous les coûts liés à la fourniture, à l'installation et au retrait de tous les feux de navigation temporaires.

1.30 Données de
fonctionnement et
d'entretien

- .1 Soumettre les données de fonctionnement et d'entretien conformément aux exigences établies à la section 01 33 00 - Soumissions/dessins d'atelier, et pour toutes les sections des présentes spécifications nécessitant la transmission de données de fonctionnement et d'entretien.
- .2 Fournir les fiches de coupe, la documentation du fabricant, les renseignements sur les pièces de rechange, les calendriers d'entretien, les données de fonctionnement et les autres documents jugés utiles par le représentant ministériel.
- .3 Fournir trois (3) exemplaires papier et un (1) exemplaire électronique de toutes les données de fonctionnement et d'entretien au représentant ministériel.

FIN DE LA SECTION

DÉTAILS DU PROJET

1.1 Description
des travaux

.1 Les travaux visés par les plans et les spécifications préparés par l'expert-conseil comprennent, entre autres, les travaux suivants :

- .1 Construction d'un nouveau palplanche d'acier de quai 410P encapsulant le quai existant 405, avec tirants, revêtement granulaire entre le palplanche existant et le nouveau, un mur de couronnement en béton armé (entre le nouveau palplanche et les plaques en acier soudées), et béton/asphalte armé sur le pont au-dessus du remplissage nivelé.
- .2 Fournir les échelles, les ancrs en béton, les bollards, les taquets, les défenses et les garde-roues, comme indiqué.
- .3 Fournir le système de tuyauterie d'eau douce et les blocs de service.
- .4 Maintenir la stabilité et l'intégrité de la structure existante en tout temps pendant les travaux.

Électriques:

- .1 Le détail de l'étendue des travaux électriques aux centres de puissance et ailleurs sur le quai figure sur les dessins E5 et E6 de 20 et dans le devis.
- .2 Les centres de puissance #1, 2, 3, 6, 8, 9, 10, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24 et 45 doivent être réparés tel qu'indiqué.
- .3 Les centres de puissance #4 et #5 doivent être remplacés par de nouveaux centres de puissance incluant un nouveau service et une nouvelle alimentation en provenance du transformateur #2 tel qu'indiqué.
- .4 Les assises en béton de la source d'alimentation #2 et du transformateur sur socle #2 doivent être modernisées pour accommoder le changement de transformateur de 150KVA à 300 KVA.
- .5 Le centre de puissance #7 doit être remplacé par un nouveau centre de puissance incluant un nouveau service et une nouvelle alimentation en provenance du transformateur #3 tel qu'indiqué.
- .6 Le centre de puissance #22 doit être réparé et modernisé, avoir un nouveau service et une nouvelle alimentation en provenance du transformateur #4 tel qu'indiqué.
- .7 Les centres de puissance #12, 13, 14, 15, 16 devront être modernisés sous un futur contrat.

- .8 Le transformateur haut voltage à la source d'alimentation #4 doit être remplacé et relocalisé avec le centre de puissance #11 incluant ligne relocalisée et artères de charge tel qu'indiqué.
- .9 Fournir la mise en essai électrique, la mise en service, les dessins d'après exécution et les manuels d'opération et d'entretien.

MESURE DU PRODUIT

1.2 Généralités

- .1 Les prix unitaires et forfaitaires représentent une compensation totale pour exécuter chaque élément du contrat, conjointement à tous les travaux nécessaires pour achever le projet conformément à l'échéancier de construction et à d'autres plans indiqués exigeant d'être soumis et approuvés par le représentant ministériel.
- .2 Les prix unitaires et forfaitaires pour tous les éléments du présent contrat doivent constituer une compensation totale pour le travail, et comprendre le coût de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils, des services utilitaires et de l'équipement requis pour exécuter le travail conformément au contrat, aux dessins et aux spécifications. Ils doivent couvrir tous les coûts de sûreté, de gestion, de supervision, de main-d'œuvre, de matériaux, d'usinage et de services utilitaires, les autorisations de sécurité et toutes les opérations et les indemnités habituelles et le nécessaire pour exécuter chaque élément et le contrat dans son ensemble, nonobstant que chaque opération nécessaire soit ou non mentionné ou inclus spécifiquement.

1.3 Mesure aux fins de paiement

- .1 Élément forfaitaire : l'élément suivant, à lire en conjonction avec les dessins du projet et les spécifications techniques, vise à couvrir toutes les diverses activités qui se prêtent plus difficilement aux mesures et à la quantification :
 - .1 Organisation du site et démolition et/ou élimination des déchets : gestion de projet, coordination et surveillance du site de construction, soumissions du plan et de l'échéancier, assistance au représentant ministériel, mobilisation et démobilisation du représentant ministériel

et des bureaux du site de l'entrepreneur, au besoin, permettant ou obtenant les permissions conformément aux exigences des autorités compétentes, à la réglementation et à la coordination des travaux par les services utilitaires externes (p. ex. Énergie NB), la sécurité, la protection de l'environnement, le contrôle de la pollution et de la sédimentation, la surveillance et le contrôle de la qualité de l'eau, les tests et la génération de rapport d'un laboratoire indépendant, l'inspection de l'état avant la construction et après la construction, les relevés comme il est spécifié, les inspections comme il est spécifié, la fourniture de bascules et de balances, les démolitions et retraits de sites sélectionnés, la sécurité et les indemnités, les routes et accès temporaires selon les besoins, le déneigement, toute modification du site incluant les services utilitaires temporaires, le remplissage, le nivellement, l'amélioration du site et le rétablissement requis pour exécuter les travaux, le palissage de construction, le forage, l'évacuation d'eau, l'élimination des surplus de matériaux et des déchets, le ruban marqueur, les piquets marqueurs, l'abandon de tout travail ou élément utilitaire sous terre, le rétablissement de surfaces endommagées par les matériaux correspondants de l'épaisseur requise, les soumissions de données d'étude topographique et les rapports temporaires, les dessins en dossier, les garanties, le nettoyage et tous les autres frais complémentaires.

Division 26

- .2 Système électrique : Le remplacement du système d'alimentation électrique incluant la fourniture et l'installation du nouveau système d'alimentation à partir du centre électrique n° 11 aux centres électriques n° 12, 13, 14, 15 et 16 comme il est spécifié dans les dessins E2, E4, E5 et E6 et les travaux connexes décrits dans les dessins et spécifications; la rénovation des centres électriques n° 12, 13, 14, 15 et 16 comme il est spécifié dans les dessins E5, E6 et E15 et dans la section 26 05 31, cl. 2.3 et les travaux connexes spécifiés dans les dessins et les spécifications; la fourniture et l'installation de fondations de poteaux d'éclairage; l'installation de câblage et de poteaux d'éclairage à DEL et luminaires (fournis par l'administration portuaire) comme il est spécifié dans les dessins E2, E5, E6, E21, E22 et E23 et les travaux connexes décrits dans les dessins et les spécifications.

Division 33

- .3 Installations mécaniques : Les éléments suivants sont inclus dans l'élément du prix forfaitaire :
- .1 Structures de drainage en béton précontraintes de 2100 mm : Le travail inclus sous cette section consiste dans toutes les opérations nécessaires à la fourniture et à l'installation de toutes les structures en béton précontraintes, et tous les accessoires connexes dans les limites du contrat, comme il est illustré dans les présents dessins ou comme il est spécifié dans le présent document. Tous les paliers, structures, grilles, excavation, remblayage, compactage et les matériaux supplémentaires seront estimés faire partie des travaux.
- .2 Conduite maîtresse en PVC de 100 mm : Le travail inclus sous cette section consiste dans toutes les opérations nécessaires à la fourniture, à l'installation et aux tests de toutes les conduites maîtresses et de tous

les accessoires connexes s'inscrivant dans les limites du contrat, comme il est illustré dans les dessins ou comme il est spécifié dans le présent document. Tous les coudes, les tés, les raccords, l'assise, l'excavation, le remblayage, le compactage, la chlorination/déchlorination et les matériaux supplémentaires seront estimés faire partie des travaux.

- .3 Conduite latérale en PEX de 50 mm : Le travail inclus sous cette section consiste dans toutes les opérations nécessaires à la fourniture, à l'installation et aux tests de toutes les conduites latérales en PEX et de tous les accessoires connexes s'inscrivant dans les limites du contrat, comme il est illustré dans les présents dessins ou spécifications. Tous les coudes, les tés, les raccords, l'assise, l'excavation, le remblayage, le compactage, la chlorination/déchlorination et les matériaux supplémentaires seront estimés faire partie des travaux.
- .4 Conduite latérale SCH40 en acier inoxydable de 50 mm : Le travail inclus sous cette section consiste dans toutes les opérations nécessaires à la fourniture, à l'installation et aux tests de toutes les conduites latérales en PEX et de tous les accessoires connexes s'inscrivant dans les limites du contrat, comme il est illustré dans les présents dessins ou spécifications. Tous les coudes, les tés, les raccords, l'assise, l'excavation, le remblayage, le compactage, la chlorination/déchlorination et les matériaux supplémentaires seront estimés faire partie des travaux.
- .5 Ensembles d'écoulement : Le travail inclus sous cette section consiste dans toutes les opérations nécessaires à la fourniture, à l'installation et aux tests de tous les éléments de

drainage et de tous les accessoires connexes s'inscrivant dans les limites du contrat, comme il est illustré dans les présents dessins ou spécifications. Tout le matériel, toutes les vannes, les fixations et tous les matériaux supplémentaires seront estimés faisant partie des travaux.

- .6 Blocs de service d'eau de 50 mm : Le travail inclus sous cette section consiste dans toutes les opérations nécessaires à la fourniture, à l'installation et aux tests de tous les blocs de service d'eau en acier inoxydable et de tous les accessoires connexes s'inscrivant dans les limites du contrat, comme il est illustré dans les présents dessins ou spécifications. Tous les manchons, les vannes, les fixations et les matériaux supplémentaires seront estimés faire partie des travaux.
- .2 Éléments à prix unitaire : Les lignes directrices suivantes indiquent les prix unitaires conformément aux documents du contrat :

Division 03

- .1 Remplissage en béton du palplanche en acier : Le remplissage en béton pour le palplanche sera mesuré aux fins de paiement en mètre linéaire vertical. Cela inclura la fourniture, le transport et la pose du ciment, les coffrages et les renforts, les plaques et les plaques d'extrémité et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.
- .2 Tablier en béton et bases de bollard : Le tablier en béton et les bases des bollards seront mesurés en mètre carré aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et la pose du ciment, les coffrages et les renforts et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux. Le chaperon de béton au niveau de la rampe et de la fermeture du remplissage à l'extrémité est où les nouveaux murs rejoignent le quai existant seront

considérés comme faisant partie des travaux pour cet élément.

- .3 Les bases d'éclairage en béton : Les bases d'éclairage en béton seront mesurées individuellement aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et la pose du ciment, les coffrages et les renforts et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.

Division 05

- .4 Garde-roue en acier rapide : Le garde-roue en acier rapide sera mesuré au mètre linéaire aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et la pose du système de garde-roue, la boulonnerie, les ancrages, les raccords, les soudures et tout matériel supplémentaire accessoire aux travaux.
- .5 Garde-filet : Le garde-filet sera mesuré au mètre linéaire aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et la pose des sections du garde-filet, les connexions, les fixations, les soudures, le matériel et tout matériel supplémentaire accessoire aux travaux.

Division 31

- .6 Excavation et élimination des sols : L'excavation et l'élimination des sols seront mesurées par mètre cube selon les dessins du projet, aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport, l'élimination de tout matériau granulaire, et de tous matériaux seront estimés accessoires aux travaux. L'élimination doit être conforme aux exigences du ministère des Transports et de l'Infrastructure du Nouveau-Brunswick et de toute autre autorité compétente.
- .7 Remplissage de revêtement granulaire de 150 mm entre les murs de palplanche en acier : Le revêtement granulaire de 150 mm entre le mur de palplanche existant et le nouveau sera mesuré à la tonne aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le

transport et l'installation de tout matériau granulaire, le compactage, le nivellement et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.

.8 Pierre concassée de carrière de 75 mm ou de 150 mm:

La pierre concassée de carrière de 75 mm ou de 150 mm sera, aux fins de paiement, mesurée à la tonne en fonction des dessins du projet confirmés par les relevés de construction fournis par l'entrepreneur. Tout matériau placé au-delà des lignes et des nivellements illustrés ne sera pas mesuré aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation de tout matériau granulaire, le compactage, le nivellement, les relevés et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.

.9 Pierre concassée de 31,5 mm : La pierre concassée de 31,5 mm sera mesurée à la tonne aux fins de paiement en fonction des dessins confirmés par les relevés de construction fournis par l'entrepreneur. Tout matériau placé au-delà des lignes et des nivellements illustrés ne sera pas mesuré aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation de tout matériau granulaire, le compactage, le nivellement, les relevés et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.

.10 Géotextile non tissé : Le géotextile non tissé sera mesuré au mètre carré en fonction des dimensions indiquées sur les dessins du projet aux fins de paiement. Tout matériau placé au-delà des lignes et des nivellements illustrés, de même que sur les chevauchements, ne sera pas mesuré aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et la pose de géotextile non tissé et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.

.11 Palplanches en acier : La fourniture et l'installation des palplanches en acier seront mesurées en mètre carré aux fins de paiement selon les dimensions indiquées sur les dessins du projet. Les palplanches en acier placés au-delà des dimensions

indiquées ne seront pas pris en compte. Tous les renforts supplémentaires, le forage, le matériel, les fixations, les connexions seront estimés faire partie des travaux. Cela comprend, entre autres, les drains, chaperons de chenal, plaque de protection, plaque de montage de défense, moises, tirants, connexions, matériel, cales, tenons, fixations et boulons soudables Nelson.

- .12 Tirants : Les tirants seront mesurés en mètre linéaire aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation de tous les tirants, connexions, matériel, fixations et boulons et de tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.
- .13 Bloc d'ancres en béton : Les blocs d'ancre seront mesurés en mètre cube. Cela inclura la fourniture, le transport et la pose du ciment, les coffrages et les additifs, les renforts et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.
- .14 Palplanches en acier de diamètre de 456 mm : Les palplanches en acier de 456 mm de diamètre seront mesurés individuellement aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation des palplanches en acier. Incluant le coût des matériaux coupés et endommagés, le matériel et tous les matériaux supplémentaires accessoires aux travaux.

Division 32

- .15 Asphalte (épaisseur de 100 mm): L'asphalte sera mesuré par mètre carré en fonction des bords des dessins confirmés sur les relevés de construction fournis par l'entrepreneur. Tout matériau placé au-delà des lignes et des nivellements illustrés ne sera pas mesuré aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation de l'asphalte, les revêtements, tous les équipements et la machinerie, et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.

Division 35

- .16 Défenses de pneus en caoutchouc : Les défenses de pneus en caoutchouc seront mesurées individuellement aux fins de paiement. Cela inclura la récupération du quai existant, la manutention, l'entreposage et la réinstallation des défenses de pneus en caoutchouc sur le nouveau quai, le matériel, les fixations, les boulons et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.
- .17 Système de défense en D en caoutchouc : Les défenses en D en pneus en caoutchouc seront mesurées individuellement aux fins de paiement. Cela inclura la récupération du quai existant, la manutention, l'entreposage et la réinstallation des défenses de pneus en caoutchouc sur le nouveau quai, le matériel, les fixations, les boulons et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.
- .18 Taquets d'amarrage 10 tonnes : Les taquets d'amarrage de 10 tonnes seront mesurés individuellement aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation de taquets d'amarrage, le matériel, les fixations, les boulons et tout matériau supplémentaire accessoire aux travaux.
- .19 Bollards d'amarrage de 50 tonnes : Les bollards d'amarrage de 50 tonnes seront mesurés individuellement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation de bollards, les anneaux d'amarrage, le matériel, les fixations, les boulons et tout matériau supplémentaire estimé comme faisant partie des travaux.
- .20 Échelles : Les échelles seront mesurées individuellement aux fins de paiement. Cela inclura la fourniture, le transport et l'installation des échelles, des crampons, du matériel, des fixations, des boulons, des retouches de peinture et de tout matériau supplémentaire estimé comme faisant partie des travaux.

FIN DE LA SECTION

- | | | | |
|---|-------------------------------------|----|---|
| 1 | <u>Généralités</u> | .1 | Présenter au représentant ministériel les dessins d'atelier, les données du produit, les exemples et autres renseignements spécifiés aux fins d'examen. |
| | | .2 | Les travaux concernant le produit visé ne peuvent pas aller de l'avant avant que les documents présentés soient examinés. |
| 2 | <u>Dessins d'atelier</u> | .1 | Les dessins doivent être des originaux préparés par l'entrepreneur, le sous-traitant, qui illustrent la portion appropriée du travail, montrant la fabrication, la configuration, l'ajustement et les détails d'érection comme il est spécifié dans les sections appropriées. |
| | | .2 | Identifier les détails par renvoi aux feuilles et numéros détaillés indiqués sur les dessins du contrat. |
| | | .3 | Taille maximale de la feuille : 860 mm x 1120 mm. |
| 3 | <u>Données sur les produits</u> | .1 | Certaines sections de spécification précisent que les dessins de principe, feuilles de catalogue, diagrammes, tableau de rendement, illustrations et autres données descriptives habituelles seront acceptées au lieu des dessins d'atelier. |
| 4 | <u>Échantillons</u> | .1 | Présenter les échantillons dans les tailles et quantités spécifiées. |
| | | .2 | Préparer les échantillons et les maquettes aux emplacements acceptables pour le représentant ministériel. |
| | | .3 | Les échantillons acceptés deviendront les normes de fabrication et de matériau qui serviront de référence pour la vérification du projet. |
| 5 | Données <u>diverses</u> | .1 | Fournir les certificats, les méthodologies, la conception et les résultats des tests, comme il est requis. |
| 6 | <u>Coordination des soumissions</u> | .1 | Passer les dessins d'atelier, les données de produit, les échantillons et les données diverses en revue, avant de les présenter. |
| | | .2 | Vérification : |
| | | .1 | Mesures sur le terrain. |
| | | .2 | Critères de construction sur le terrain |

- .3 Les numéros de catalogue et les données similaires.
 - .3 Présenter les documents et éléments conformément aux exigences des documents concernant les travaux et des documents contractuels. Les documents et éléments ne seront pas examinés tant que tous les renseignements connexes ne seront pas disponibles.
 - .4 Le fait que les soumissions présentées soient examinées par le représentant ministériel ne dégage en rien l'entrepreneur de sa responsabilité quant aux erreurs et omissions.
 - .5 Le fait que le représentant ministériel examine la soumission ne dégage en rien l'entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des documents et éléments conformes aux exigences des documents contractuels, à moins que le représentant ministériel n'accepte certains écarts par écrit.
 - .6 Aviser par écrit le représentant ministériel, au moment de présenter la soumission, des écarts par rapport aux exigences des documents contractuels, et les justifier.
 - .7 Distribuer des exemplaires des documents une fois que le représentant ministériel en a terminé la vérification.
- 7 Exigences liées
à la soumission
- .1 Prévoir la soumission des documents au moins 14 jours avant la date que les documents examinés seront requis.
 - .2 Présenter un nombre de copies opaques des dessins d'atelier, des données de produits dont l'entrepreneur a besoin pour distribution, plus deux (2) exemplaires qui seront conservés par le représentant ministériel. Fournir un (1) fichier électronique en format pdf à titre d'information.
 - .3 Joindre aux documents soumis une lettre d'accompagnement, en deux exemplaires, contenant les renseignements suivants :
 - .1 Date
 - .2 Le titre et le numéro du projet.
 - .3 Le nom et l'adresse de l'entrepreneur.
 - .4 La nature et la quantité de chaque dessin, fiche technique et échantillon présenté.
 - .5 D'autres données pertinentes.

- .4 Les soumissions doivent comprendre :
 - .1 La date et les dates de révision.
 - .2 Le titre et le numéro du projet.
 - .3 Nom et adresse du :
 - .1 Sous-traitant.
 - .2 Fournisseur.
 - .3 Fabricant.
 - .4 Détails spécifiques selon la pertinence.
 - .4 Identification du produit ou du matériel.
 - .5 Relation à une structure ou à des matériaux adjacents.
 - .6 Dimensions sur le terrain, clairement identifiées comme telles.
 - .7 Numéro de la section sur les spécifications.
 - .8 Les numéros des normes applicables comme CSA ou CGSB.
 - .9 L'estampille de l'entrepreneur, initialisée ou signée, certifiant l'approbation des documents soumis, la vérification des mesures effectuées sur le terrain et la conformité avec les documents contractuels.

8 Examen des
dessins d'atelier

- .1 L'examen des dessins d'atelier par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou par son conseiller a pour seul but de vérifier la conformité au concept général. Cet examen ne signifie pas que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada approuve l'avant-projet détaillé présenté dans les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. Sans que la portée générale de ce qui précède en soit restreinte, il importe de préciser que l'entrepreneur est responsable de l'exactitude des dimensions confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation, et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps de métier.

9 Autres examens

- .1 Comme pour les dessins d'atelier ci-dessus, d'autres examens sont à la seule fin d'assurer la conformité du concept général.

FIN DE LA SECTION

1.1 CONTENU DE LA SECTION

- .1 Consignes de sécurité-incendie :
 - .1 Permis de travaux à haute température.

1.2 TRAVAUX CONNEXES

- .1 Section 01 35 29 : Santé et sécurité.
- .2 Section 01 35 25 : Procédures spéciales en matière de consignes de verrouillage.

1.3 RÉFÉRENCES

- .1 CIC n° 301, juin 1982, Norme pour travaux de construction.
- .2 CIC n° 302, juin 1982, Norme pour soudage et découpage.

1.4 DÉFINITIONS

- .1 Travaux à haute température :
 - .1 soudage.
 - .2 découpage de matériaux à l'aide d'un chalumeau ou d'autres dispositifs à flamme nue.
 - .3 meulage au moyen de dispositifs produisant des étincelles.

1.5 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre une copie des procédures à respecter pour les travaux à exécuter à haute température au Représentant du Ministère pour qu'il puisse les réviser dans les 14 jours civils après l'adjudication du contrat.
- .2 Insérer un modèle de permis de travaux à haute température.
- .3 Soumettre les documents susmentionnés conformément aux exigences générales concernant les documents et les échantillons à soumettre prescrites à la section 01 33 00.

1.6 SÉCURITÉ-INCENDIE ET EXIGENCES RELATIVES AUX TRAVAUX À HAUTE TEMPÉRATURE

- .1 Mettre en œuvre et respecter les consignes de sécurité-incendie au cours de l'exécution des travaux et se conformer aux exigences suivantes :
 - .1 Code national de prévention des incendies, 2005.

-
- .2 Normes de protection incendie CIC 301, Norme pour travaux de construction et CIC 302, Norme pour soudage et découpage publiées par les Services techniques de protection contre l'incendie de Développement des ressources humaines Canada.
 - .3 les lois et règlements fédéraux et provinciaux en matière de santé et de sécurité au travail mentionnés dans la section 01 35 29.
-
- .2 En cas de conflit entre les prescriptions des autorités susmentionnées, les prescriptions les plus sévères doivent être respectées. Lorsqu'il y a un désaccord à savoir quelle est l'exigence la plus sévère, le Représentant du Ministère indiquera les mesures à prendre.
 - .3 Les normes du CIC susmentionnées peuvent être consultées au bureau régional des Services de protection contre l'incendie (anciennement le Commissaire des incendies du Canada) situé au 99, chemin Wyse, 8^e étage, Dartmouth (N.-É.); numéro de téléphone : (902)-426-6053.
 - .4 Exigences concernant les travaux à haute température :
 - .1 Se procurer l'autorisation écrite du Représentant du Ministère pour commencer l'exécution des travaux à haute température sur le chantier requis.
 - .2 Pour obtenir cette autorisation, soumettre les renseignements suivants au Représentant du Ministère :
 - .1 les procédures d'exécution des travaux à haute température prescrites par l'Entrepreneur à respecter sur le chantier, selon l'article 1.8 ci-dessous.
 - .2 le type de travaux et la fréquence d'exécution des travaux à haute température.
 - .3 Une fois les mesures concernant la sécurité-incendie confirmées pour l'exécution des travaux à haute température, le Représentant du Ministère autorisera l'exécution des travaux.
 - .4 Dans la plupart des cas, le Représentant du Ministère n'émettra qu'une autorisation écrite pour tout le projet et pour toute la durée des travaux. Cependant, dans certains cas, en fonction de la nature ou des phases des travaux, et du nombre de corps de métier devant exécuter du soudage et du découpage sur place, ou dans des situations, le Représentant du Ministère peut séparer les travaux en parties distinctes, chacune devant recevoir une autorisation écrite avant d'entreprendre les travaux. Respecter les directives de du Représentant du Ministère à cet égard.
 - .5 Il est interdit d'exécuter des travaux à haute température avant que le Représentant du Ministère n'ait donné son autorisation écrite.

- .6 Dans les locaux occupés par des locataires, coordonner l'exécution des travaux à haute température avec le gestionnaire des installations par l'intermédiaire du Représentant du Ministère. Selon les directives, exécuter les travaux à haute température durant les heures d'inoccupation, lorsque les employés ne travaillent pas. Respecter les directives du Représentant du Ministère à cet égard.

1.7 CONFORMITÉ DES TRAVAUX

- .1 Veiller à ce que les procédures d'exécution des travaux à haute température, telles qu'elles ont été établies pour le projet et avec Représentant du Ministère le soient respectées attentivement. S'assurer que tous les travailleurs appliquent et respectent ces exigences.
- .2 Informer les travailleurs et les sous-traitants des procédures d'exécution des travaux à haute température et de la façon d'obtenir le permis.
- .3 Le fait de ne pas respecter les procédures établies lors de l'exécution de travaux à chaud pourra entraîner la production d'un avis de non conformité si le Représentant du Ministère le juge opportun; la production d'un avis du genre pourra aussi entraîner l'établissement de mesures disciplinaires qu'il faudra respecter, telles qu'imposées en vertu de la section 01 35 29.

1.8 PROCÉDURES POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX À HAUTE TEMPÉRATURE

- .1 Élaborer les procédures d'exécution de travaux à haute température qui doivent être respectées lorsqu'il faut exécuter ce genre de travaux dans le cadre du projet.
- .2 Décrire les pratiques de travail sécuritaires et la suite des activités que l'Entrepreneur et les travailleurs doivent respecter sur le chantier pour réduire les risques d'incendie pouvant être occasionné par les travaux à haute température.
- .3 Procédures pour l'exécution de travaux à haute température :
 - .1 évaluation environnementale du site ou du secteur immédiat des travaux, en fonction du type et de l'étendue des travaux à haute température requis, conformément aux exigences du Plan de sécurité et d'évaluation des dangers dont il est question à la section 01 35 29. Effectuer une évaluation des dangers à chaque fois que doivent être exécutés des travaux à haute température.

- .2 lorsqu'il faut exécuter des travaux à haute température, il faut se procurer un permis délivré par une personne autorisée à l'emploi de l'Entrepreneur donnant l'autorisation d'exécuter ces travaux.
- .3 une ou des personnes doivent être désignées pour agir à titre de gardien de sécurité incendie pour une période d'au moins 30 minutes après l'exécution des travaux à haute température.
- .4 Les procédures visant à se conformer aux normes et aux codes de sécurité-incendie et règlements en matière de santé et de sécurité au travail sont données à la section 01 35 29.
- .5 Dans le cas d'utilisation de procédures génériques, il faut qu'elles soient modifiées et qu'on ajoute les renseignements pertinents afin qu'elles soient adaptées parfaitement aux conditions particulières du projet. Ces procédures doivent être désignées comme étant celles qui doivent être respectées pour l'exécution des travaux à haute température dans le cadre du présent contrat.
- .6 Les procédures doivent comprendre les étapes à suivre pour préparer et émettre le permis d'exécution de travaux à haute température.
- .7 Les procédures pour l'exécution des travaux à haute température doivent être dactylographiées, comprendre les étapes à suivre et les instructions données aux travailleurs et elles doivent établir et déterminer avec exactitude les responsabilités :
 - .1 du ou des travailleurs;
 - .2 de la personne autorisée à délivrer le permis d'exécution des travaux à haute température;
 - .3 du gardien de sécurité incendie;
 - .4 des sous-traitants et de l'Entrepreneur.

1.9 PERMIS POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX À HAUTE TEMPÉRATURE

- .1 Préparer un « permis pour l'exécution de travaux à haute température » sous forme dactylographiée.
- .2 Le permis pour l'exécution de travaux à haute température doit notamment comprendre les renseignements suivants :
 - .1 la désignation et le numéro du projet;
 - .2 le nom de l'édifice, son adresse, l'étage, la pièce ou le secteur où seront exécutés les travaux;
 - .3 la date de délivrance du permis;
 - .4 la description du type des travaux à haute température qui seront exécutés;
 - .5 les précautions à prendre, y compris le type d'extincteurs automatiques requis;
 - .6 le nom et la signature de la personne autorisée, désignée par l'Entrepreneur, responsable de la délivrance du permis;

- .7 le nom du ou des travailleurs (imprimé clairement) à qui est remis le permis;
 - .8 la durée du permis (au plus 8 heures), indiquant l'heure du début des travaux et la date ainsi que l'heure de l'achèvement des travaux et la date où le permis sera en vigueur.
 - .9 la signature du travailleur avec la date et l'heure où les travaux ont été achevés;
 - .10 la période où la présence d'un gardien de sécurité incendie est requise;
 - .11 le nom et la signature de la personne agissant comme gardien de sécurité incendie, ainsi que l'heure et la date où la surveillance s'est terminée, certifiant qu'il a assuré une surveillance continue de l'aire environnante et qu'il a inspecté les lieux pour la période minimale indiquée dans le permis, commençant dès l'achèvement des travaux à haute température.
- .3 Les formulaires types utilisés dans l'industrie peuvent être utilisés uniquement si toutes les données prescrites ci-dessus en font partie.
- .4 Le permis d'exécution des travaux à haute température doit être rempli au complet et porter les signatures suivantes :
- .1 de la personne autorisée à délivrer le permis avant que les travaux à haute température commencent;
 - .2 du ou des travailleurs après l'achèvement des travaux à haute température;
 - .3 du gardien de sécurité incendie à la fin de sa surveillance;
 - .4 le permis doit être remis au chef de chantier de l'Entrepreneur pour qu'il le garde en lieu sûr.

1.10 DOCUMENTS

- .1 Conserver sur le chantier les permis d'exécution de travaux à haute température et l'évaluation des dangers durant toute la durée du projet.
- .2 Sur demande, ces documents doivent être mis à la disposition du Représentant du Ministère ou de son représentant autorisé en matière de sécurité aux fins d'inspection.

FIN DE LA SECTION

1.1 DESCRIPTION

- .1 Procédures pour isoler et verrouiller les installations électriques ou les autres pièces d'équipement de la source d'alimentation.

1.2 TRAVAUX CONNEXES

- .1 Section 01 35 29 : Santé et sécurité.
- .2 Section 01 35 24 : Procédures spéciales en matière de sécurité-incendie.

1.3 RÉFÉRENCES

- .1 CSA C22.1-2010 - Code canadien de l'électricité, Première partie, Norme de sécurité relative aux installations électriques.
- .2 CSA C22.3 n° 1-01 - Réseaux aériens.
- .3 CSA C22.3 n° 7-94 (C2004) - Réseaux souterrains.
- .4 Règlements sur la santé et la sécurité au travail adoptés en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.

1.4 DÉFINITIONS

- .1 Installations électriques : signifient n'importe quel système, matériel, dispositif, appareil, fil, conducteur, ensemble ou partie d'un ensemble qui est utilisé pour la production, la transformation, la transmission, la distribution, le stockage, le contrôle, la mesure ou l'utilisation d'énergie électrique et dont l'intensité et la tension sont dangereux pour les personnes.
- .2 Garantie d'isolation : signifie une garantie donnée par une personne compétente qui est responsable de l'isolation d'une installation ou d'une pièce d'équipement particulière.
- .3 Mise hors tension : dans le domaine de l'électricité, la mise hors tension signifie qu'une pièce d'équipement est isolée et mise à la terre (c'est-à-dire que si la pièce d'équipement n'est pas mise à la terre, elle ne peut être considérée comme pouvant être mise hors tension).
- .4 Protection : signifie qu'une pièce d'équipement ou une installation est recouverte, blindée, entourée d'une

clôture, enfermée, inaccessible ou autrement protégée de sorte à, selon ce qui est raisonnablement pratique, réduire ou éviter les risques de blessures aux personnes qui pourraient toucher à l'élément ou s'en approcher.

- .5 Isolation : signifie qu'une installation électrique, du matériel mécanique ou de la machinerie sont séparés ou débranchés des sources d'alimentation électrique, mécanique, hydraulique, pneumatique ou autre qui pourraient s'avérer dangereuses.
- .6 Sous tension : signifie qu'une installation électrique produit, renferme, stocke ou est raccordée par voie électrique à une source de courant direct ou alternatif ayant une intensité ou une tension dangereuse ou qui conduit une énergie hydraulique, pneumatique ou autre qui risque de rendre l'installation dangereuse pour les personnes.

1.5 EXIGENCES CONCERNANT LA CONFORMITÉ

- .1 Exécuter les verrouillages conformément aux exigences suivantes :
 - .1 Code canadien de l'électricité;
 - .2 lois et règlements fédéraux et provinciaux sur la santé et la sécurité au travail prescrits dans la section 01 35 29.
 - .3 règlements et code de pratiques s'appliquant au matériel mécanique et à la machinerie étant mis hors tension;
 - .4 les procédures prescrites dans les présentes.
- .2 En cas de conflit entre les prescriptions des autorités susmentionnées, les prescriptions les plus sévères doivent être respectées. Lorsqu'il y a un désaccord à savoir quelle est l'exigence la plus sévère, le Représentant du Ministère indiquera les mesures à prendre.

1.6 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre une copie des procédures de verrouillage proposées et un modèle de formulaire du permis de verrouillage ou des étiquettes de verrouillage aux fins de révision.
- .2 Soumettre les documents au plus tard sept (7) jours civils après l'adjudication du contrat. Ne pas entreprendre les travaux avant que le Représentant du Ministère n'ait vérifié les documents soumis.
- .3 Soumettre les documents susmentionnés conformément aux

exigences générales concernant les documents et échantillons à soumettre mentionnées à la section 01 33 00.

- .4 Le cas échéant, soumettre de nouveau les procédures de verrouillage en tenant compte des révisions apportées par le Représentant du Ministère.

1.7 ISOLATION DES SERVICES EXISTANTS

- .1 Avant d'entreprendre des travaux sur un réseau sous tension, obtenir l'approbation écrite du Représentant du Ministère avant de procéder au verrouillage de ces réseaux.
- .2 Pour obtenir l'autorisation requise, soumettre les documents suivants au Représentant du Ministère :
 - .1 demande écrite d'isolation du réseau ou de l'installation;
 - .2 copie des procédures de verrouillage de l'Entrepreneur.
 - .3 À moins d'indication contraire de la part du Représentant du Ministère, il faut soumettre une demande pour chaque élément devant être isolé de la façon suivante :
 - .1 remplir les formulaires normalisés qui sont en vigueur dans l'installation au moment indiqué par le Représentant du Ministère, ou;
 - .2 lorsqu'il n'y a pas de formulaire du genre dans l'installation, faire une demande écrite portant les renseignements suivants :
 - .1 identification du système ou du matériel à isoler, y compris son emplacement;
 - .2 la durée, indiquant l'heure du début des travaux et la date ainsi que l'heure de l'achèvement des travaux et la date où l'isolation aura lieu;
 - .3 la tension du réseau alimentant le système ou le matériel faisant l'objet de l'isolation;
 - .4 le nom de la personne présentant la demande.
 - .3 le document doit être dactylographié.
 - .4 Ne pas entreprendre les travaux avant d'avoir reçu l'avis écrit du Représentant du Ministère approuvant la demande d'isolation et donnant l'autorisation d'exécuter l'isolation du matériel ou de l'installation désigné. Le Représentant du Ministère peut désigner une autre personne de l'installation pour autoriser la demande d'isolation.
 - .5 Procéder à une interruption sécuritaire et ordonnée du matériel ou des installations, mettre

hors tension et isoler la source d'alimentation et les autres sources d'énergie et verrouiller les éléments conformément aux exigences de l'article 1.8 ci-dessous.

- .6 Planifier et établir le calendrier de l'interruption des services existants en collaboration avec le Représentant du Ministère et le gestionnaire des installations. Il faut tenter par tous les moyens de réduire les effets et le temps d'interruption des activités des installations.
- .7 Établir préalablement et le plus possible, en collaboration avec le Représentant du Ministère, le type et la fréquence des situations qui exigeront une demande d'isolation. Respecter les directives du Représentant du Ministère à cet égard.
- .8 Réaliser une évaluation des dangers pour planifier l'isolation du matériel et des installations existants. Les évaluations des dangers doivent être conformes aux exigences en matière de santé et de sécurité mentionnées dans la section 01 35 29.

1.8 CONFORMITÉ DES TRAVAUX

- .1 Veiller à ce que les procédures de verrouillage du projet sur le chantier soient respectées attentivement. S'assurer que tous les travailleurs appliquent et respectent ces exigences.
- .2 Informer toutes les personnes qui travaillent avec les installations électriques, le matériel mécanique et autre alimentés par une source d'énergie des exigences de la présente section.
- .3 Le fait de ne pas respecter les consignes de verrouillage en conformité avec les exigences réglementaires ou de ne pas suivre les procédures prescrites ici-même pourra entraîner la production d'un avis de non conformité si le Représentant du Ministère le juge opportun; la production d'un avis du genre pourra aussi entraîner l'établissement de mesures disciplinaires qu'il faudra respecter, telles qu'imposées en vertu de la section 01 35 29.

1.9 DOCUMENTS SUR LE CHANTIER

- .1 Afficher les procédures de verrouillage sur le chantier à un endroit commun pour qu'elles puissent être vues par tous les travailleurs.

- .2 Conserver des copies de la Demande d'isolation présentée au Représentant du Ministère et des permis de verrouillage ou des étiquettes remis aux travailleurs au cours de l'avancement des travaux pour toute la durée du projet.
- .3 Sur demande, ces documents doivent être mis à la disposition du Représentant du Ministère ou de son représentant autorisé en matière de sécurité aux fins d'inspection.

FIN DE LA SECTION

- 1.1 Travaux connexes
 - .1 Section 01 35 24 : Procédures spéciales sur les exigences en matière de sécurité-incendie.
 - .2 Section 01 35 25 : Procédures spéciales sur les exigences en matière de verrouillage.
- 1.2 Définitions
 - .1 Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail pris en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
 - .2 Personne compétente : signifie une personne dotée de ce qui suit :
 - .1 La connaissance personnelle, la formation et l'expérience d'effectuer des travaux attribués d'une manière qui garantira la santé et la sécurité des personnes sur le lieu de travail et
 - .2 Connaître les dispositions des législations et des règlements du travail relatives à la santé et à la sécurité qui s'appliquent aux travaux et
 - .3 Connaître le danger potentiel et actuel associés aux travaux en ce qui concerne la santé et la sécurité.
 - .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure pour laquelle un traitement médical a été fourni et dont le coût est couvert par la Commission des accidents du travail.
 - .4 EPI : équipement de protection individuel
 - .5 Lieu de travail : lorsque ce terme est utilisé, il signifie situé dans les locaux où les travaux sont entrepris, utilisé par l'entrepreneur pour effectuer toutes les activités associées au rendement des travaux.
- 1.3 Documents à présenter
 - .1 Présenter les soumissions conformément à la section 01 33 00.
 - .2 Soumettre le plan relatif à la santé et à la sécurité spécifique au site avant de commencer les travaux.
 - .1 Soumettre dans les 15 jours ouvrables un avis d'acceptation de soumission. Fournir trois (3) exemplaires.
 - .2 Le représentant ministériel examinera le plan de santé et de sécurité et formulera des commentaires.

- .3 Réviser le plan au besoin et présenter de nouveau la soumission dans les dix (10) jours après réception des commentaires.
 - .4 L'examen du représentant ministériel et les commentaires qu'il aura formulés relativement au plan ne devront pas être interprétés comme une approbation ou une garantie implicite de quelque nature que ce soit par le gouvernement du Canada, et ils ne diminueront pas la responsabilité globale de l'entrepreneur en matière de santé et sécurité au travail dans le cadre des travaux.
 - .5 Présenter les révisions et les mises à jour apportées au plan au cours des travaux.
-
- .3 Donner le nom du représentant désigné sur le site en matière de santé et sécurité et toute la documentation justificative dans le plan de santé et sécurité.
 - .4 Présenter le permis de construction, les certificats de conformité et autres permis obtenus.
 - .5 Présenter un exemplaire de la lettre d'attestation de la commission provinciale des accidents du travail ou autre organisme du ministère du travail.
 - .1 Présenter une mise à jour de la lettre d'attestation si elle vient à échéance pendant la période des travaux.
 - .6 Remettre des exemplaires des rapports ou des directives émises par les inspecteurs en santé et sécurité fédéraux, provinciaux et territoriaux.
 - .7 Remettre des exemplaires des rapports d'incident.
 - .8 Remettre la fiche technique sur la sécurité du matériel du SIMDUT.
-
- 1.4 Exigences de conformité
- .1 Se conformer à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de la province du Nouveau-Brunswick et aux règlements généraux en vertu de la Loi.
 - .2 Se conformer à la partie II du *Code canadien du travail* (intitulée Santé et sécurité au travail) et au *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* ainsi qu'à tout autre règlement connexe à la *Loi*.

- .1 Le Code canadien du travail peut être consulté à l'adresse Web suivante : [www.http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/acts/L-2fulltest.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/acts/L-2fulltest.html).
- .2 Le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail peut être consulté à : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/index.html>
- .3 Vous pouvez obtenir une copie en communiquant avec : Éditions du gouvernement du Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario), K1A 0S9 Téléphone : 819-956-4800 (1-800-635-7943) Publication n° L31-85/2000 E ou F)
- .4 Respecter et appliquer les mesures de sécurité en construction :
 - .1 Partie 8 du *Code national du bâtiment*.
 - .2 La commission provinciale de la santé et de la sécurité du travail.
 - .3 Les lois et les règlements municipaux.
- .5 En cas de discordance ou de divergence entre les règlements spécifiés ci-dessus, les exigences les plus strictes s'appliquent. Dans l'éventualité d'un conflit au moment de déterminer les exigences les plus strictes, le représentant ministériel doit indiquer le plan d'action à suivre.
- .6 Maintenir une couverture pour ses employés auprès de la Commission des accidents du travail pendant la durée du contrat. Envoyer la lettre en règle en guise de preuve d'attestation.
- .7 Surveillance médicale : tel que prescrit par la législation ou par les règlements, obtenir et tenir à jour une documentation sur la surveillance médicale des employés.

1.5 Responsabilité

- .1 Être responsable de la santé et de la sécurité des personnes sur le site, de la sécurité des biens et de la protection des personnes et de l'environnement se trouvant près du site dans la mesure où l'exécution des travaux pourrait les toucher.
- .2 Respecter les exigences de sécurité des documents du contrat, des lois, des règlements administratifs, et des règlements et ordonnances

fédéraux, provinciaux et locaux, ainsi que le plan de santé et sécurité propre au site, et veiller à ce que tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier les respectent également.

1.6 Contrôle du site
et accès

- .1 Contrôler le chantier et les points d'entrée du site. Approuver et accorder l'accès uniquement aux travailleurs et aux personnes autorisées. Arrêter immédiatement et faire sortir toute personne non autorisée.
 - .1 Le représentant ministériel fournira les noms des personnes autorisées par ce dernier à entrer sur le site du chantier et assurera que celles-ci ont les connaissances et la formation pertinentes en santé et sécurité pour la raison d'être sur le site; cependant, l'entrepreneur demeure responsable en matière de santé et de sécurité des personnes autorisées sur le chantier.
- .2 Isoler les travaux des autres zones du chantier par des moyens appropriés.
 - .1 L'érection de barrières, palissades, barricades et d'éclairage temporaire au besoin pour délimiter efficacement le chantier, arrêter les entrées non autorisées et protéger les piétons et les véhicules de circulation adjacents au chantier sont requis pour établir un environnement sécuritaire. Se reporter à la section 01 51 00 pour connaître les exigences minimales acceptables.
 - .2 Afficher des enseignes aux points d'entrée et à d'autres emplacements stratégiques indiquant que l'accès est interdit et réservé aux personnes ayant droit d'accès.
 - .3 Utiliser des enseignes fabriquées professionnellement grâce à des messages dans les deux langues officielles ou à des pictogrammes connus internationalement.
- .3 Fournir des séances d'orientation aux personnes qui ont accès au site. Indiquer les dangers et les règles de sécurité obligatoires à respecter.
- .4 S'assurer que les personnes autorisées à entrer sur le site portent un équipement de protection personnel (EPI). Remettre un EPI aux responsables de l'inspection qui ont besoin d'un accès pour

procéder à des tests ou pour effectuer des inspections.

- .5 Assurer une entrée sécurisée au site des travaux lorsqu'il est inoccupé ou inactif pour protéger les personnes contre les dangers. Fournir un gardien de sécurité lorsqu'il est impossible d'assurer la sécurité du chantier par d'autres moyens.

1.7 Protection

- .1 Faire passer les questions de santé et de sécurité des personnes et de la protection de l'environnement en priorité avant les considérations de coût et d'échéancier des travaux.
- .2 Fournir des installations temporaires pour assurer la protection et le passage sécurisé des piétons et des véhicules de circulation adjacents au chantier.
- .3 Fournir des barrières de sécurité et de l'éclairage et des enseignes autour du lieu de travail, au besoin, en vue d'offrir un environnement de travail sécuritaire pour les travailleurs.
- .4 Si, durant l'exécution des travaux, un facteur ou une condition de sécurité imprévu ou particulier devient évident, il faut immédiatement rectifier la situation et prévenir tout dommage ou danger. Aviser le représentant ministériel verbalement et par écrit de ces éléments.

1.8 Dépôt d'un avis

- .1 Déposer un avis de projet auprès des autorités provinciales responsables de la santé et de la sécurité avant de commencer les travaux.
- .2 Le représentant ministériel aidera, sur demande, à trouver l'adresse, au besoin.

1.9 Permis

- .1 Afficher sur le chantier les permis, licences et certificats de conformité, indiqués dans la section 01 10 10. Présenter des copies au représentant ministériel.
- .2 Lorsqu'un permis ou un certificat de conformité ne peut être obtenu, aviser le représentant

ministériel par écrit et obtenir une autorisation avant l'exécution de cette portion du travail.

1.10 Évaluations des dangers

- .1 Faire une évaluation des dangers relatifs à la santé et à la sécurité du chantier avant le début des travaux.
- .2 Mener une évaluation initiale avant le début des travaux et des évaluations subséquentes au besoin pendant la progression des travaux, incluant lorsque de nouveaux corps de métier ou sous-traitants arrivent sur le chantier, lorsque l'étendue des travaux a changé en raison d'une autorisation de modification ou lorsqu'un danger potentiel ou une faille dans les pratiques de santé et sécurité en cours est identifié par le représentant ministériel ou par un représentant de la sécurité autorisé.
- .3 Documenter les résultats et y remédier dans le plan de santé et sécurité.
- .4 Conserver la documentation sur le chantier pendant toute la durée des travaux.

1.11 Projet/Site sur le chantier

- .1 Les situations suivantes sont des situations de danger pour la santé et l'environnement qui peuvent survenir dans le cadre des travaux :
 - .1 Substances dangereuses ou contaminées existantes des matériaux du quai :
 - .1 Bois traité sous pression.
 - .2 Site latent connu et conditions environnementales :
 - .1 Activité de la faune.
 - .2 Effet des marées.
 - .3 Éléments électriques.
 - .3 Opérations en cours sur les installations :
 - .1 Utilisation continue du quai par des piétons.
 - .2 Utilisation continue du quai par des véhicules.
 - .3 Utilisation continue du quai par des véhicules (industrie de la pêche).
 - .4 Circulation des navires autour de la zone des travaux
- .2 Les éléments ci-dessus ne doivent pas être interprétés comme étant complets et inclusifs de tous les dangers potentiels pour la santé et la sécurité pouvant survenir au cours des travaux.

- .3 Inclure les éléments ci-dessus dans l'évaluation des dangers sur le chantier.
- .4 Les fiches techniques pertinentes sur les dangers et les produits contrôlés sur le site peuvent être obtenus du représentant ministériel.

1.12 Réunions

- .1 Participer à une réunion préalable à la construction sur la santé et la sécurité, convoquée et présidée par le représentant ministériel avant le début des travaux, à l'heure, à la date et dans le lieu déterminé par le représentant ministériel. Surveiller la présence du :
 - .1 Surintendant
 - .2 Représentant désigné de santé et de sécurité
 - .3 Sous-traitants
- .2 Effectuer régulièrement des séances ou des réunions de sécurité planifiées pendant les travaux en conformité avec les règlements sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 Conserver les documents sur le site.

1.13 Plan relatif à la santé et à la sécurité

- .1 Avant le début des travaux, élaborer par écrit un plan relatif à la santé et à la sécurité spécifique aux travaux. Mettre en œuvre, tenir à jour et faire respecter le plan pour toute la durée des travaux et jusqu'à la démobilitation finale du site.
- .2 Le plan relatif à la santé et à la sécurité spécifique au site doit comprendre les éléments suivants :
 - .1 Liste des risques pour la santé et des dangers pour la sécurité identifiés par l'évaluation des dangers.
 - .2 Plan d'intervention d'urgence sur le site comme il est spécifié ci-dessous.
 - .3 Plan de communication sur le site comme il est spécifié ci-dessous.
 - .4 Nom du représentant désigné de la santé et sécurité du site de l'entrepreneur et l'information justifiant sa compétence, et son lien hiérarchique dans l'entreprise de l'entrepreneur.
 - .5 Noms, compétences et lien hiérarchique des autres membres du personnel de surveillance

participant aux travaux en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail.

- .3 Le plan d'intervention d'urgence sur le site doit comprendre :
 - .1 Les procédures d'exploitation, les mesures d'évacuation et le processus de communication à suivre en cas de situation d'urgence.
 - .2 Plan d'évacuation : la configuration du plan du site montrant les voies d'évacuation, l'aire de triage. Détails sur les méthodes de notification d'alarme, les exercices d'évacuation en cas d'incendie, l'emplacement des équipements de lutte contre l'incendie et autres données connexes.
 - .3 Nom, tâches et responsabilités des personnes désignées en tant que coordonnateur(s) en cas d'urgence et suppléants.
 - .4 Contacts en cas d'urgence : le nom et le numéro de téléphone des responsables de :
 - .1 l'entrepreneur et des sous-traitants.
 - .2 Les autres ministères fédéraux et provinciaux, et les autorités compétentes.
 - .3 Organisations d'urgence locales.
 - .5 Plan harmonisé avec plan d'intervention d'urgence de l'installation et plan d'évacuation. Le représentant ministériel fournira les données pertinentes incluant le nom des responsables de TPSGC et de gestion de l'installation.
- .4 Plan de communication sur le site :
 - .1 Procédures pour la communication de l'information liée à la sécurité du chantier avec les travailleurs et les sous-traitants, incluant les mesures d'urgence et d'évacuation.
 - .2 Liste des activités critiques à communiquer au gestionnaire de l'installation qui pourraient avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'installation.
- .5 S'occuper de toutes les activités des travaux, y compris celles des sous-traitants.
- .6 Revoir le plan relatif à la santé et à la sécurité régulièrement pendant les travaux. Le mettre à jour, lorsque les conditions l'exigent, afin de

gérer les risques et les dangers émergents, à chaque fois qu'un nouveau corps de métier ou un sous-traitant arrive sur le site des travaux.

- .7 Le représentant ministériel répondra par écrit, en indiquant toutes lacunes ou préoccupations et peut demander une nouvelle soumission du plan accompagné de la correction des lacunes ou des préoccupations.
- .8 Afficher un exemplaire du plan ainsi que toute mise à jour bien en évidence sur le chantier.
- .9 Un plan relatif à la santé et à la sécurité, et les mises à jour, doivent être présentés au représentant ministériel aux fins d'examen et d'information seulement. Sa soumission ne doit pas être interprétée comme une approbation du représentant ministériel ou comme une garantie que ce plan est exhaustif et respecte les exigences légales; il ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations juridiques d'assurer la santé et la sécurité sur le projet de construction.

1.14 Supervision de la sécurité

- .1 Employer une responsable de la santé et de la sécurité sur le site aux fins de supervision quotidienne de la santé et de la sécurité sur le chantier.
- .2 Le représentant de la santé et sécurité sur le site peut être le surintendant du chantier ou toute autre personne désignée par l'entrepreneur, et doit avoir la responsabilité et l'autorité de :
 - .1 Mettre en œuvre, surveiller et faire appliquer la conformité aux exigences des travaux en matière de santé et de sécurité.
 - .2 Surveiller et faire appliquer le plan de santé et sécurité de l'entrepreneur propre au site.
 - .3 Mener des séances d'orientation aux personnes qui ont accès au site.
 - .4 S'assurer que les personnes autorisées à entrer sur le site ont reçu des renseignements et des formations en matière de santé et de sécurité liées à leurs activités sur le site ou qu'elles sont escortées d'une personne compétente lorsqu'elles se trouvent sur le site des travaux.
 - .5 Arrêter les travaux au besoin pour des raisons liées à la santé et à la sécurité.

- .3 Le représentant de santé et sécurité doit :
 - .1 Être une personne qualifiée et compétente en matière de santé et de sécurité au travail.
 - .2 Doit posséder une expérience de travail liée au site et propre aux activités des travaux.
 - .3 Être présent sur le chantier à tout moment pendant l'exécution des travaux.
- .4 Tout le personnel de surveillance assigné aux travaux doit aussi être des personnes compétentes.
- .5 Inspections :
 - .1 Mener des inspections de sécurité régulières des travaux au moins à toutes les deux semaines. Prendre note des lacunes et y remédier.
 - .2 Assurer le suivi et confirmer la mise en œuvre de mesures rectificatives.
- .6 Collaborer avec le représentant de santé et de sécurité au travail de l'installation s'il est désigné par le représentant ministériel.
- .7 Conserver les rapports d'inspection et la documentation relative à la supervision sur le site.

1.15 Formation

- .1 N'utiliser sur le chantier que des travailleurs qualifiés qui ont suivi la formation sur les procédures de santé et de sécurité au travail et sur les pratiques pertinentes selon les tâches assignées.
- .2 S'assurer que les travailleurs, les sous-traitants et autres personnes autorisées qui ont accès au site ont été formées et ont obtenu des directives complètes par un instructeur compétent sur :
 - .1 L'utilisation efficace des outils et du matériel.
 - .2 Le port approprié et l'utilisation d'équipement de protection individuel le cas échéant pour les besoins et les activités menées sur le chantier.
 - .3 Les pratiques et les procédures de sécurité à suivre pendant l'exécution de leurs travaux ou de leur fonction sur le site.
 - .4 Les conditions du site et les règles de sécurité minimale transmises dans le cadre de séances d'orientation.

- .3 Maintenir les dossiers des employés et les preuves des formations reçues. Les données doivent être mises à la disposition du représentant ministériel sur demande.
 - .4 Lorsqu'un danger relatif à la sécurité particulier ou imprévu ou qu'une situation survient pendant l'exécution des travaux, suivre les procédures en place en matière de droit de refuser d'exécuter un travail conformément aux lois et règlements de la province ayant juridiction, et en aviser le représentant ministériel verbalement ou par écrit.
- 1.16 Règles minimales de sécurité sur le site
- .1 Nonobstant l'exigence de se conformer aux règles fédérales et provinciales en matière de santé et de sécurité, s'assurer que les règles de sécurité minimales suivantes sont suivies par les personnes ayant accès au chantier :
 - .1 Porter un EPI adapté aux travaux ou à la tâche assignée; le minimum étant un casque, des chaussures de sécurité, des lunettes de protection et une protection contre le bruit.
 - .2 Signaler immédiatement toute situation non sécuritaire sur le site, les quasi-accidents, blessures et dommages.
 - .3 Maintenir le site et les zones d'entreposage du site bien rangé et dépourvus de danger pouvant causer des blessures.
 - .4 Respecter les panneaux d'avertissement et les étiquettes de sécurité.
 - .2 Informer les travailleurs sur le site des règles de sécurité et des mesures disciplinaires en cas de violation ou de non-respect de telles règles. Afficher cette information sur le site.
- 1.17 Correction immédiate des cas de non-conformité
- .1 Prendre immédiatement en charge les problèmes de non-conformité en matière de santé et de sécurité qui ont été identifiés par l'autorité ayant juridiction ou par le représentant ministériel.
 - .2 Fournir au représentant ministériel un rapport écrit des mesures prises pour corriger la non-conformité des problèmes identifiés en matière de santé et de sécurité.
 - .3 Le représentant ministériel interrompra les travaux si la non-conformité aux règlements en matière de santé et de sécurité n'est pas corrigée de manière opportune.

- 1.18 Rapports d'incident .1 Enquêter et produire un rapport des incidents suivants au représentant ministériel :
- .1 Les incidents exigeant un avis à l'entité provinciale en matière de santé et de sécurité au travail, à la Commission des accidents de travail ou à tout autre organisme de réglementation.
 - .2 Blessures nécessitant des soins médicaux.
 - .3 Des dommages matériels de plus de 10 000 \$.
 - .4 Des interruptions des activités des installations entraînant une perte opérationnelle de plus de 5 000 \$ pour un ministère fédéral.
- .2 Présenter un rapport par écrit.
- 1.19 Produits dangereux .1 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .2 Garder les fiches techniques sur la sécurité de toutes les substances sur le chantier.
- .1 Afficher cette information sur le site.
 - .2 Présenter des exemplaires au représentant ministériel.
- 1.20 Abrasifs de décapage .1 Les abrasifs de décapage ou les explosifs ne sont pas permis sur le site.
- 1.21 Dispositifs à charge explosive .1 Utiliser des dispositifs de fixation à charge explosive seulement après avoir obtenu la permission écrite du représentant ministériel.
- 1.22 Espaces clos .1 Se conformer à la réglementation relative à la santé et à la sécurité du travail en ce qui a trait aux espaces clos.
- 1.23 Dossiers du site .1 Conserver sur le site un exemplaire de la documentation relative à la sécurité et les rapports stipulés devant être produits en conformité aux lois et règlements des autorités ayant juridiction, de même que les documents spécifiés dans le présent document.

- .2 Sur demande, les mettre à la disposition du représentant ministériel ou du représentant de la sécurité autorisé à effectuer l'inspection.
- 1.24 Affichage des documents
 - .1 S'assurer que les éléments, les articles, les avis et les ordres sont affichés dans des emplacements bien en vue sur le site des travaux, conformément aux lois et aux règlements de la province ayant juridiction.
 - .2 Conserver sur le site un exemplaire de la documentation de sécurité, comme il est spécifié dans cette section, ainsi que d'autres rapports et documents produits pour les autorités ayant juridiction ou reçus de celles-ci, incluant :
 - .1 Plan de santé et de sécurité propre au site.
 - .2 Fiche de données du SIMDUT.
 - .3 Sur demande, les mettre à la disposition du représentant ministériel ou du représentant de la sécurité autorisé aux fins d'inspection.

FIN DE LA SECTION

1.1 Références

- .1 *Loi sur la marine marchande du Canada*, Transports Canada, 2001, modifiée le 1^{er} décembre 2013.
- .2 Règlement de la Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada.
- .3 *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, 2012, modifiée le 25 novembre 2013.
- .4 *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, 1999, modifiée le 28 mars 2014.
- .5 *Loi sur les pêches*, 1985, Pêches et Océans Canada, modifiée le 25 novembre 2013.
- .6 Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêche canadiennes, 1998.
- .7 *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, 1994, Environnement Canada, modifiée le 10 décembre 2010.
- .8 *Loi sur la protection de la navigation*, 1985. Transports Canada, modifiée le 1^{er} avril 2014
- .9 *Loi du Nouveau-Brunswick sur l'assainissement de l'environnement*.
- .10 *Loi sur les espèces en péril*, 2002, modifiée le 8 mars 2013.
- .11 *La politique fédérale sur la conservation des terres humides*, 1991, Environnement Canada.
- .12 *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*, 1992, Transports Canada, modifiée le 16 juin 2009.
- .13 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, Santé Canada.

1.2 Définitions

- .1 Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été conçus; et qui sont des marchandises dangereuses ou une matière pouvant avoir des répercussions négatives pour l'environnement ou nuire à la santé des personnes, des animaux ou des plantes lorsqu'elles sont rejetées dans l'environnement.

- .2 Zones humides : Terrain où la nappe phréatique est à proximité ou au-dessus de la surface, ou qui est saturé d'eau assez longtemps pour créer des conditions comme des sols modifiés par l'eau et une végétation hydrophile. Les zones humides comprennent les zones humides organiques ou « tourbières » et les zones humides minérales ou les zones de sol minéral qui sont influencées par l'excès d'eau, mais produisent peu ou pas de tourbe.
- .3 Cours d'eau : Désigne le lit et le rivage d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau pendant au moins une partie de l'année.
- .4 Espèces exotiques : Désigne une espèce ou sous-espèce introduite en dehors de sa distribution normale, dont l'établissement et la propagation menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces d'un préjudice économique ou environnemental.
- .5 Zone tampon : Une terre de végétation qui protège les cours d'eau de l'utilisation des terres adjacentes. Elle désigne la terre adjacente aux cours d'eau, comme les ruisseaux, les rivières, les lacs, les étangs, les océans et les zones humides, y compris la plaine inondable et les terres de transition situées entre le cours d'eau et les zones littorales plus sèches.

1.3 Transport

- .1 Transporter les matières dangereuses et des déchets dangereux en conformité avec la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* du gouvernement fédéral.
- .2 Tout au long du projet, l'administration portuaire coordonnera l'ensemble des activités de construction et des activités des navires se déroulant dans le port, afin d'éviter de nuire inutilement aux utilisateurs du port. Il est impératif de se conformer à toutes les dispositions stipulées par les autorités fédérales, provinciales ou municipales, ou leurs agents.
- .3 Ne doivent pas être laissés dans un cours d'eau après l'achèvement d'un travail des outils, de l'équipement, des véhicules, des ouvrages

temporaires ou parties de ces ouvrages, utilisés ou gardés afin de construire ou de placer un ouvrage dans ce cours d'eau.

- .4 Ne pas surcharger les camions lors du transport des matières. Fixer le contenu pour éviter les déversements.
- .5 Garder les camions propres et exempts de boue, de saleté et d'autres matières étrangères.
- .6 Éviter le rejet potentiel de contenu et de matières étrangères sur les autoroutes, les routes et les voies d'accès utilisées dans le cadre des travaux. Prendre des précautions supplémentaires lors du transport de déblais et d'autres matières dangereuses. Nettoyer immédiatement les déversements et les sols.
- .7 Avant le début des travaux, aviser le représentant ministériel des propositions de routes existantes et de routes temporaires à utiliser pour accéder aux zones de travail et pour transporter les matières vers et depuis le chantier.
- .8 L'équipage du navire doit pouvoir accéder au chantier de manière sécuritaire et en tout temps, et doit y être assisté au besoin.
- .9 Tous les matériaux ainsi que l'équipement utilisés dans les projets de construction doivent être marqués conformément au *Règlement sur les abordages* de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, 2001, lorsqu'ils se trouvent sur la voie navigable.

1.4 Chaussées surélevées
et voies d'accès
temporaires

- .1 Il incombe à l'entrepreneur d'accéder à la zone de travail. Construire des chaussées surélevées et des voies d'accès temporaires, puis les retirer immédiatement une fois les travaux sont jugés terminés par le représentant ministériel.
- .2 Déterminer un emplacement aux fins de l'élimination du matériel importé par l'entrepreneur pour la construction de chaussées surélevées et de voies d'accès temporaires.
- .3 Tous les matériaux utilisés pour la construction de chaussées surélevées et de voies d'accès

temporaires doivent être propres, exempts d'une quantité excessive de particules fines, de matières organiques et de débris, doivent être non toxiques (c.-à-d. sans carburant, huile, graisse ou tout autre contaminant) et non minéralisés et doivent provenir d'une source non aquatique approuvée à l'échelle provinciale.

- .4 Au besoin, contrôler le matériel afin de s'assurer qu'aucune particule fine ni pierre de moins de 0,2 kg ne pénètre dans l'emplacement des travaux. La composition granulaire du matériel devant être importé pour la construction des chaussées surélevées et des routes doit respecter les limites suivantes :

TAILLE	POURCENTAGE DE TAMISAT
450 mm	100
200 mm	44 à 75
100 mm	24 à 50
50 mm	7 à 14

- .5 La machinerie lourde et l'équipement doivent être utilisés exclusivement à partir d'une plateforme sèche. Construire des chaussées surélevées et des voies d'accès à une élévation telle que la machinerie et l'équipement fonctionnent complètement hors de l'eau à toutes les phases de la marée. Si des travaux sont exécutés pendant les marées, déplacer la machinerie et l'équipement à une élévation convenable pour ne pas qu'ils soient utilisés dans les eaux submergées.
- .6 Maintenir des bouées temporaires afin de marquer l'emplacement de la voie d'accès, y compris le pied extérieur, au fur et à mesure de la construction. Toutes les bouées doivent être conformes aux exigences de la norme de la Garde côtière canadienne applicable et doivent être équipées de réflecteurs radars.

1.5 Utilisation de
la machinerie

- .1 S'assurer que la machinerie est propre et exempte de fuites, d'espèces envahissantes et de mauvaises herbes nuisibles à son arrivée sur le site et la maintenir dans cet état par la suite.

- .2 Dans la mesure du possible, utiliser la machinerie sur la terre ferme, au-dessus de la ligne des hautes eaux, ou sur la glace ou une barge de manière à perturber le moins possible les berges et le lit du plan d'eau.
 - .3 Le nettoyage, l'entretien et le ravitaillement de la machinerie, ainsi que l'entreposage des hydrocarbures et des autres produits doivent être faits de manière à prévenir l'introduction de substances nocives dans l'eau.
- 1.6 Confinement et gestion des déversements
 - .1 Se conformer aux lois, règlements, codes, normes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour l'entreposage de carburant et de produits pétroliers sur le chantier.
 - .2 Ne pas placer les réservoirs de stockage de carburant et ne pas entreposer le carburant ou d'autres produits pétroliers dans une zone tampon située à moins de 30 mètres des cours d'eau et des zones humides. Ne pas ravitailler en carburant ou lubrifier les équipements dans cette zone tampon de 30 mètres. Obtenir auprès du représentant ministériel l'approbation de l'emplacement acceptable sur le chantier pour l'entreposage du carburant et l'entretien des équipements.
 - .3 Ne pas jeter de produits pétroliers ou d'autres substances polluantes sur le sol ou dans l'eau.
 - .4 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les déversements contaminant le sol et l'eau (de surface et souterraine) lors de la manipulation de produits pétroliers sur le chantier et au cours du ravitaillement en carburant et de l'entretien des véhicules et des équipements.
 - .5 Maintenir les véhicules et l'équipement en bon état de fonctionnement pour éviter les fuites sur le chantier.
 - .6 En cas de déversement, le matériel d'assainissement qui convient à l'activité menée doit être accessible aux membres d'équipage sur les lieux. Le matériel en cas de déversement comprendra, au minimum, au moins une trousse de lutte contre les déversements de 250 L (c.-à-d. 55 gallons) contenant du matériel servant à

empêcher qu'un déversement ne s'étende; des barrières flottantes, coussins et tapis absorbants; des gants de caoutchouc et des sacs jetables en plastique.

- .7 En cas de déversement d'hydrocarbures, aviser immédiatement le représentant ministériel et la Garde côtière canadienne (GCC) au 1-800-565-1633 (ligne de signalement 24 h sur 24). Effectuer le nettoyage en conformité avec tous les règlements et procédures indiqués par l'autorité compétente.

1.7 Manipulation de
matières dangereuses

- .1 Entreposer et manipuler les matières dangereuses conformément aux lois, règlements, codes, normes et lignes directrices fédéraux et provinciaux en vigueur. Entreposer ces substances dans un endroit de manière à empêcher leur déversement dans l'environnement.
- .2 Étiqueter les contenants conformément aux exigences du SIMDUT et conserver les fiches signalétiques de toutes les matières dangereuses sur le chantier.
- .3 Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses conservées sur le chantier. Indiquer le nom du produit, la quantité et la date d'entreposage.
- .4 Tous les matériaux inflammables ou combustibles doivent être entreposés et manipulés conformément au Code national de prévention des incendies.

1.8 Élimination des déchets

- .1 Ne pas enfouir les ordures, les débris de démolition ou les déchets sur le chantier.
- .2 Éliminer et recycler les débris de démolition et les déchets conformément aux exigences provinciales en matière d'élimination des déchets.
- .3 Ne pas éliminer les déchets dangereux, les matières volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits pétroliers dans les cours d'eau, les égouts sanitaires ou pluviaux ou dans les décharges.

- .4 Éliminer les déchets dangereux conformément aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux en vigueur.
- .5 Déchets de béton :
 - .1 Ne pas rejeter les résidus de béton ou le béton rejeté sur le site.
 - .2 Nettoyer immédiatement tout déversement accidentel de béton sur le chantier avant sa solidification.
 - .3 Ne pas laver et nettoyer les véhicules transportant du béton sur le site.
 - .4 Effectuer le rejet des matières résiduelles et les opérations de nettoyage des camions seulement à l'usine de béton. Respecter les règlements relatifs à l'environnement et les bonnes pratiques approuvées par le ministère de l'Environnement de la province et les autres autorités compétentes.

1.9 Qualité de l'eau

- .1 Assurer la surveillance visuelle quotidienne des solides en suspension lors des périodes de travaux dans l'eau et d'autres travaux connexes. Si des changements dans la turbidité de l'eau sont observés à proximité de la zone de travail en raison des activités de construction, les travaux devraient être interrompus immédiatement. Dans un tel cas, il faut communiquer avec le Programme de protection des pêches de Pêches et Océans Canada au 902-426-3909, qui déterminera s'il y a lieu de prendre d'autres mesures d'atténuation.
- .2 Lorsque les travaux peuvent toucher la qualité de l'eau située à proximité des lignes de prise d'eau utilisées par les viviers à homards, les installations de transformation du poisson et d'autres usagers du port, planifier les travaux en collaboration avec l'administration portuaire selon les instructions du représentant ministériel pour réduire au minimum les interférences et les répercussions pour les usagers du port.
- .3 Ne pas laver l'équipement dans une zone tampon située à moins de 30 m d'une zone humide ou d'autres zones désignées comme étant vulnérables sur le plan environnemental.
- .4 Élaborer et mettre en place un plan de lutte contre l'érosion et la sédimentation pour le site

visant à réduire au minimum les risques de sédimentation du plan d'eau à toutes les étapes des travaux. Des mesures de lutte contre l'érosion et la sédimentation devraient être mises en place jusqu'à ce que les sols perturbés soient stabilisés de façon permanente, que les sédiments en suspension se déposent sur le lit du cours d'eau ou dans le fond du bassin de décantation, et que l'eau de ruissellement soit limpide. Le plan devrait comprendre, s'il y a lieu :

- .1 la mise en place de mesures efficaces de lutte contre l'érosion et la sédimentation avant le début des travaux, afin d'éviter le transport de sédiments vers le plan d'eau;
- .2 des mesures pour gérer l'eau s'écoulant sur le site, ainsi que l'eau pompée ou maintenue hors du site, de façon à empêcher les sédiments de se mêler au plan d'eau. Par exemple, on pourrait pomper ou acheminer l'eau jusqu'à une zone de végétation, ou encore construire un bassin de décantation ou un autre dispositif de filtrage;
- .3 des mesures pour isoler le site, comme un dispositif de rétention de limon ou un filtre de limon, afin de contenir les sédiments en suspension dans la zone où des travaux doivent être effectués dans l'eau (p. ex. excavation, dragage, installation de câbles sous-marins);
- .4 des mesures de confinement et de stabilisation des déchets (p. ex., déblais, rejets de drague, déchets et matériaux de construction, résidus d'exploitation commerciale, plantes aquatiques déracinées ou coupées, débris accumulés) au-dessus de la ligne des hautes eaux des plans d'eau avoisinants afin d'empêcher les déchets de se retrouver de nouveau dans le cours d'eau;
- .5 l'inspection et l'entretien réguliers des installations et des dispositifs de lutte contre l'érosion et la sédimentation pendant les travaux;
- .6 la réparation des installations et des structures de lutte contre l'érosion et la sédimentation en cas de dommages;
- .7 l'enlèvement des matériaux de lutte contre l'érosion et des sédiments non

biodégradables après que le site a été stabilisé.

- .5 Contamination de l'eau par du bois traité :
 - .1 Le bois et le bois d'œuvre traités, qu'ils soient traités en usine ou sur le chantier, doivent être entreposés pendant un minimum de 30 jours à compter de la date de l'application du traitement avant leur installation dans des zones qui seront en contact avec l'eau.
 - .2 Ne pas couper du bois traité au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une zone humide.
 - .3 Ne pas utiliser de produits conservateurs appliqués sous forme liquide au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une zone humide.
 - .4 Le bois traité avec de l'arséniate de cuivre chromaté ou de l'arséniate de cuivre et de zinc ammoniacal doit être approuvé par la CSA ou l'American Wood Preserver Association (AWPA).
 - .5 Ne pas utiliser du bois et du bois d'œuvre traités à la créosote, aux hydrocarbures et au pentachlorophénol dans une partie quelconque du travail.
- .6 Tous les débris et les matériaux de construction qui pénètrent dans le milieu marin devront être retirés immédiatement.

1.10 Restrictions
socioéconomiques

- .1 Respecter les règlements municipaux et provinciaux concernant toutes les restrictions relatives aux travaux effectués la nuit et à l'illumination du chantier. Obtenir les permis applicables.
- .2 Placer les projecteurs en sens inverse des zones résidentielles et commerciales adjacentes.
- .3 Utiliser de l'équipement et des machines dotés de silencieux conçus précisément pour réduire le bruit sur le chantier au niveau le plus bas possible. Maintenir les silencieux en bon état de fonctionnement en tout temps.

1.11 Les oiseaux et
leur habitat

- .1 Se conformer aux lois, règlements, et à la *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* (LCOM) en ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, de leurs œufs,

nids et petits rencontrés sur le chantier et dans les environs, et s'y conformer.

- .2 Réduire au minimum la perturbation de tous les oiseaux présents sur le chantier et dans les zones adjacentes pendant toute la durée des travaux.
- .3 Ne pas s'approcher des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagines et d'oiseaux de rivage lors de l'ancrage de l'équipement, de l'accès aux quais ou du transport de fournitures.
- .4 Au cours des travaux de nuit, placer les projecteurs dans le sens opposé de l'habitat de nidification des oiseaux à proximité.
- .5 Ne pas utiliser les plages, les dunes et d'autres zones naturelles auparavant non perturbées du site pour effectuer des travaux, sauf accord spécifique du représentant ministériel.
- .6 En cas de découverte de nids d'oiseaux migrateurs dans les zones humides au cours des travaux, aviser immédiatement le représentant ministériel pour obtenir les instructions à suivre.
 - .1 Ne pas perturber les sites de nidification et la végétation environnante jusqu'à ce que la nidification soit terminée.
 - .2 Réduire au minimum les travaux immédiatement adjacents à ces zones jusqu'à ce que la nidification soit terminée.
 - .3 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service canadien de la faune.
- .7 Toutes les machines doivent être dotées d'un bon silencieux. Au besoin, les camions devront éviter le freinage de type « marteau » le long de certaines sections de la route.
- .8 Il incombe aux entrepreneurs de s'assurer qu'aucun reste de nourriture ni déchet n'est laissé sur le chantier.
- .9 Tout l'équipement devant être utilisé à l'intérieur ou au-dessus du milieu marin doit être exempt de fuites et de revêtement de fluides à base d'hydrocarbures ou de lubrifiants nocifs pour l'environnement. Les tuyaux et réservoirs doivent être inspectés périodiquement afin de prévenir les fractures et les bris.

- .10 Les activités de construction seront réalisées aux moments jugés convenables par les autorités locales.
- 1.12 Les poissons et leur habitat
- .1 Éviter les périodes d'humidité, de vent et de pluie qui pourraient contribuer à l'augmentation de l'érosion et de la sédimentation.
- .2 Veiller à ce que tous les travaux menés dans l'eau ou sur des structures se trouvant dans l'eau ne perturbent d'aucune façon le passage des poissons, et ne réduisent ni la largeur du cours d'eau ni son débit.
- .3 Installer un grillage aux prises et aux sorties d'eau afin de prévenir l'entraînement et l'impaction du poisson. L'entraînement se produit lorsqu'un poisson est attiré dans une prise d'eau et ne peut s'en échapper. L'impaction se produit lorsqu'un poisson piégé est maintenu en contact avec le grillage d'entrée et ne peut se libérer.
- .4 Soyez conscient du risque de contamination de l'habitat du poisson sur le chantier lié à l'introduction d'espèces exotiques dans l'eau.
- .5 Afin de réduire au minimum la possibilité de contamination de l'habitat du poisson, tout l'équipement de construction qui sera immergé dans l'eau d'un cours d'eau, ou qui pourra entrer en contact avec ces eaux au cours des travaux, doit être nettoyé et lavé afin de s'assurer qu'il est exempt de toute croissance marine et d'espèces exotiques.
- .1 L'équipement doit comprendre les bateaux, les barges, les grues, les camions de transport, les excavatrices, les pipelines, les pompes et tout outil ou équipement divers utilisé précédemment dans un milieu marin.
- .6 Le lavage et le nettoyage de l'équipement doivent être effectués immédiatement après son arrivée sur le site et avant de l'utiliser dans ou sur le plan d'eau.
- .7 Procéder aux opérations de nettoyage et de lavage comme suit :
- .1 Gratter et enlever la forte accumulation de boue et l'éliminer de manière appropriée.

- .2 Laver toutes les surfaces de l'équipement à l'aide d'une alimentation d'eau douce sous pression.
- .3 Continuer immédiatement par l'application d'un enduit lourd pulvérisé de vinaigre non dilué ou d'un autre agent de nettoyage approuvé sur le plan de l'environnement pour éliminer complètement toutes les matières végétales, les animaux et les sédiments.
- .4 Vérifier et éliminer toutes les matières végétales, les animaux et les sédiments de toutes les cales et de tous les filtres.
- .5 Vider l'eau stagnante de l'équipement et laisser sécher complètement avant de l'utiliser.
- .6 Après le retrait de l'eau, vider l'eau stagnante de l'équipement et laisser sécher complètement avant de le retirer du chantier.
- .8 Ne pas effectuer le nettoyage et le lavage de l'équipement dans une zone tampon située à moins de 30 m d'une zone humide ou d'autres zones désignées comme étant vulnérables sur le plan environnemental.
- .9 Journal de bord de dossier d'assurance :
 - .1 Tenir un journal permanent de l'usage passé et présent et des lavages de tout l'équipement pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contamination de l'habitat du poisson par des espèces exotiques.
 - .2 Écrire les données dans un journal de bord relié,
 - .3 Inclure ce qui suit :
 - .1 Date et lieu d'utilisation précédente de l'équipement dans un cours d'eau ou une zone humide;
 - .2 Nature des travaux effectués;
 - .3 Dates de lavage de chaque équipement;
 - .4 Méthode de nettoyage et agent(s) de nettoyage utilisé(s).
- .10 Tenir à jour le journal de bord de dossier d'assurance d'un projet à l'autre. Sur demande, présenter le journal de bord au représentant ministériel pour examen.
- .11 Respecter les exigences et les recommandations d'Environnement Canada et de la Direction des

océans et de l'habitat de Pêches et Océans Canada lors du nettoyage et du lavage de l'équipement.

- .12 L'équipement marin pourrait être inspecté par TPSGC ou le MPO afin de s'assurer que des espèces envahissantes ne pénètrent pas dans le milieu marin.

1.13 Qualité de l'air

- .1 Garder la poussière et la saleté en suspension résultant des travaux sur le chantier à un minimum absolu.
- .2 Au besoin, éliminer la poussière en appliquant de l'eau. Appliquer des mesures de contrôle de la poussière sur les routes, les terrains de stationnement et les zones de travail. Le représentant ministériel précisera les emplacements où l'eau doit être appliquée ainsi que les moments auxquels l'application doit avoir lieu. Il est strictement interdit d'utiliser des huiles usées aux fins du contrôle de la poussière.
- .3 Vaporiser les surfaces avec de l'eau ou un autre produit approuvé sur le plan de l'environnement. Utiliser un équipement ou des machines adaptés et appliquer le produit en quantité suffisante et à une fréquence suffisante pour obtenir des résultats efficaces et le contrôle continu de la poussière pendant toute la durée des travaux.
- .4 Ne pas utiliser d'huile ou d'autres produits pétroliers pour le contrôle de la poussière.
- .5 Les activités de construction doivent être réalisées aux moments jugés convenables par les autorités locales. Un équipement plus petit et moins encombrant devra être utilisé dans la mesure du possible.

1.14 Feux

- .1 Il est interdit de brûler des ordures sur le chantier.

1.15 Ressources archéologiques

- .1 Tous les membres du personnel de construction sont responsables de signaler tout matériel inhabituel déterré lors des travaux de construction au superviseur de la construction. Si l'on a des raisons de croire que cette découverte constitue une ressource archéologique,

le superviseur de la construction devra interrompre immédiatement les travaux réalisés à proximité de la découverte et en aviser son superviseur immédiat.

- .2 Si un article de nature archéologique ou historique devait être découvert lors des travaux d'excavation dans la zone concernée, ceux-ci devront être interrompus immédiatement, et il faudra joindre le représentant ministériel ainsi que l'unité des services archéologiques provinciale au 506-543-2738.
- .3 Les travaux peuvent reprendre à proximité de la découverte uniquement si cela a été approuvé par le gestionnaire de projets de TPSGC et le superviseur de la construction après que l'unité des services archéologiques provinciale a exprimé son approbation à cet égard.
- .4 Si des restes humains ou des preuves d'enfouissement devaient être découverts, les travaux d'excavation cesseraient immédiatement et l'organisme d'application de la loi le plus près en sera avisé sur-le-champ par le gestionnaire de projets de TPSGC ou le superviseur de la construction.

FIN DE LA SECTION

- | | | | |
|---|--|----|---|
| 1 | <u>Exigences connexes</u> | .1 | Les exigences particulières relatives à l'inspection et aux tests du béton devant être mises en œuvre par un laboratoire d'essai désigné par le représentant ministériel sont spécifiées dans diverses sections. |
| 2 | <u>Nomination et paiement</u> | .1 | <p>Le représentant ministériel nommera un laboratoire d'essai et payera les services de celui-ci, à l'exception des suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">.1 inspection et tests requis en vertu de lois, d'ordonnances, de règles, de règlements ou d'ordres des autorités publiques;.2 inspection et tests réalisés uniquement pour l'agrément de l'entrepreneur;.3 tests, ajustement et équilibrage des systèmes de convoyeurs ainsi que de l'équipement et des systèmes mécaniques et électriques;.4 tests en usine et certificats de conformité;.5 tests spécifiés comme devant être effectués par l'entrepreneur, sous la supervision du représentant ministériel; |
| | | .2 | Si les tests ou les inspections démontrent que l'ouvrage n'est pas conforme aux exigences du contrat, il faut payer les dépenses liées aux tests et aux inspections supplémentaires engagées par le représentant ministériel ayant pour but de vérifier si l'ouvrage corrigé est acceptable. |
| 3 | <u>Responsabilités de l'entrepreneur</u> | .1 | <p>Fournir la main-d'œuvre et les installations en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none">.1 fournir l'accès à l'ouvrage devant être inspecté et testé;.2 faciliter les inspections et les essais;.3 réparer les parties ayant été altérées lors des inspections et des tests;.4 s'assurer que le laboratoire dispose d'assez d'espace sur le site pour pouvoir entreposer l'équipement et manipuler les échantillons destinés aux tests. |
| | | .2 | Informar le représentant ministériel suffisamment à l'avance des opérations autorisant l'affectation du personnel de laboratoire et la planification des tests. |
| | | .3 | Lorsqu'il est précisé que les matériaux ont été testés, remettre la quantité demandée d'échantillons représentatifs au laboratoire d'essai. |
| | | .4 | Payer les coûts associés au dévoilement et à la réalisation de travaux adéquats qui sont couverts avant que l'inspection ou les tests requis soient |

effectués et approuvés par le représentant
ministériel.

FIN DE LA SECTION

- | | | |
|---|---|---|
| 1 | <u>Accès</u> | <p>.1 Fournir et maintenir un accès adéquat au site du projet.</p> <p>.2 Si l'autorisation d'utiliser les routes ou les structures existantes en vue d'accéder au site du projet a été accordée, assurer l'entretien de ces routes pour la durée du contrat et réparer les dommages résultant de l'utilisation des routes par l'entrepreneur.</p> <p>.3 Maintenir un accès complet au chantier. Si une injonction de la Cour était requise afin d'empêcher une personne ou un groupe d'entraver l'accès au site, notamment dans le cas d'une manifestation, d'un piquetage ou d'une action syndicale, la requête d'injonction ainsi que tous les coûts associés seront considérés comme étant accessoires à l'exécution de ce contrat. Parallèlement, tous les retards découlant de telles activités seront considérés comme étant accessoires à l'exécution de ce contrat.</p> |
| 2 | <u>Bureau du site de l'entrepreneur</u> | <p>.1 Installer un bureau sur le chantier et le garder ouvert en tout temps pendant le déroulement des travaux. Dans ce bureau, les lettres, les ordonnances, les avis et toute autre communication pourront être reçus soit par l'entrepreneur, soit par son agent ou représentant autorisé. Mettre un téléphone et un télécopieur à la disposition des employés, dans le bureau.</p> <p>.2 Garder une copie à jour des documents contractuels, des publications et de tout autre document, conformément à la section 01 10 10 - Instructions générales.</p> |
| 3 | <u>Bureau du site du représentant ministériel</u> | <p>.1 Fournir un bureau meublé temporaire pour l'usage exclusif du représentant ministériel, qui est doté d'appareils de chauffage et d'éclairage, de branchements pour le téléphone et le télécopieur ainsi que d'une connexion Internet. Le bureau doit être pourvu d'isolation s'il est destiné à être utilisé d'octobre à mai. Situer le bureau sur le site ou à proximité de celui-ci.</p> <p>.2 Le type et l'emplacement des barrières, entre autres, doivent être conformes aux règlements locaux et satisfaire aux exigences du représentant ministériel.</p> |

- .3 La présence de telles barrières et lumières, notamment, ne dégagera pas l'entrepreneur de la responsabilité à l'égard des dommages causés.
- 4 Hangars d'entreposage .1 Fournir des hangars appropriés, étanches aux intempéries et dont le plancher est soulevé aux fins de l'entreposage des matériaux, des outils et de l'équipement qui sont à risque de subir des dommages causés par les intempéries.
- .2 Prendre des dispositions auprès du représentant ministériel relativement aux zones d'entreposage sur le chantier.
- 5 Installations sanitaires .1 Mettre en place des installations sanitaires pour le personnel conformément aux règlements et ordonnances en vigueur.
- .2 Placer des affiches et prendre les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Assurer la propreté des lieux.
- 6 Stationnement .1 Prendre des dispositions auprès du représentant ministériel afin de fournir des espaces de stationnement à l'effectif.
- 7 Alimentation en électricité .1 Installer, entretenir et payer une alimentation électrique temporaire, conformément aux règlements et ordonnances applicables.
- .2 Installer des installations électriques temporaires comme les fils de poteaux et les câbles, de façon satisfaisante pour l'autorité d'électricité locale.
- 8 Alimentation en eau potable .1 Installer, entretenir et payer une alimentation en eau temporaire, conformément aux règlements et ordonnances applicables.
- 9 Barrières .1 Fournir et maintenir un nombre suffisant de barrières, de clôtures, d'affiches, d'écriteaux d'avertissement et de signaux lumineux en vue d'assurer la protection de la propriété attenante et de mettre en garde les autres et les travailleurs contre les dangers des travaux.

- | | | | |
|----|--|----|---|
| | | .2 | Le type et l'emplacement des barrières, entre autres, doivent être conformes aux règlements locaux et satisfaire aux exigences du représentant ministériel. |
| | | .3 | La présence de telles barrières et lumières, notamment, ne dégagera pas l'entrepreneur de la responsabilité à l'égard des dommages causés. |
| 10 | <u>Sécurité</u> | .1 | Prendre des dispositions auprès du représentant ministériel relativement à la sécurité de son équipement et de ses matériaux ainsi qu'aux dommages découlant d'un incendie ou d'un vol. |
| 11 | <u>Panneaux et affiches sur le site</u> | .1 | Seuls les panneaux et les affiches d'identification du projet ou de l'expert-conseil/entrepreneur de sécurité ou de directives sont permis sur le site. |
| | | .2 | Le format, l'emplacement et la quantité de panneaux et d'affiches sur le site doivent être acceptés par le représentant ministériel. |
| | | .3 | Les panneaux et les affiches de sécurité et de directives doivent être en français et en anglais ou avoir des symboles graphiques compris universellement. |
| 12 | <u>Étalement temporaire</u> | .1 | Il incombe à l'entrepreneur d'assurer la stabilité de la structure du quai existante en tout temps pendant les travaux. |
| | | .2 | Soumettre au représentant ministériel un plan d'étalement temporaire aux fins d'approbation. Le plan doit porter le sceau et la signature d'un ingénieur autorisé à exercer dans la province du Nouveau-Brunswick. Une attention particulière doit être portée aux blocs d'ancrage et d'étalement en béton à l'extrémité ouest pendant l'excavation et l'installation du nouveau système de tirants en palplanches d'acier. |
| 13 | <u>Retrait des installations temporaires</u> | .1 | Retirer les installations temporaires du site lorsque le représentant ministériel en fait la demande. |
| | | .2 | Si le projet est clos depuis un certain temps, continuer d'assurer le fonctionnement des installations temporaires jusqu'à ce que cela ne soit plus requis par le représentant ministériel. |

FIN DE LA SECTION

- | | |
|--|---|
| 1.1 <u>Généralités</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Utiliser des matériaux et de l'équipement neufs, à moins d'indication contraire..2 Soumettre les renseignements suivants pour tous les matériaux et les produits proposés dans le cadre de l'approvisionnement dans les sept (7) jours de la demande présentée par le représentant ministériel :<ul style="list-style-type: none">.1 nom et adresse du fabricant;.2 nom de commerce, modèle et numéro de catalogue;.3 rendement, données descriptives et d'essai;.4 instructions d'installation ou d'application du fabricant;.5 preuve de dispositions d'approvisionnement..3 Fournir des matériaux et de l'équipement de conception et de qualité spécifiées qui fonctionnent aux valeurs nominales publiées et pour lesquels les pièces de rechange sont faciles à trouver..4 Utiliser les produits d'un seul fabricant pour le même type ou la même classification de matériaux et d'équipement, à moins d'indication contraire. |
| 1.2 Instructions
<u>du fabricant</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Sauf indication contraire, respecter la dernière version publiée des instructions du fabricant en ce qui concerne les matériaux et les méthodes d'installation..2 Informer par écrit le représentant ministériel s'il y a une divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant. Le représentant ministériel indiquera quel document doit être suivi. |
| 1.3 Fixations
<u>- Généralités</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Toutes les tailles des fixations doivent respecter celles indiquées sur les plans contractuels et doivent être galvanisés à chaud, conformément à la norme ASTM A123, à moins d'une indication contraire. |
| 1.4 Livraison
<u>et entreposage</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Livrer, entreposer et conserver les matériaux emballés en laissant intacts le sceau et l'étiquette du fabricant..2 Éviter d'endommager, d'altérer et de salir les matériaux et l'équipement pendant la livraison, la manutention et l'entreposage. Retirer |

immédiatement du site les matériaux et l'équipement rejetés.

- .3 Entreposer les matériaux et l'équipement conformément aux instructions du fournisseur.

1.5 Conformité

- .1 Lorsque les matériaux ou l'équipement doivent respecter une norme ou des exigences de rendement, à la demande du représentant ministériel, il faut obtenir un rapport d'un laboratoire d'essai indépendant fourni par le fabricant qui indique que les matériaux ou l'équipement respectent ou dépassent les exigences précisées.

1.6 Substitution

- .1 Les propositions de substitution peuvent être soumises seulement après l'octroi du contrat. Ce type de demande doit inclure un énoncé concernant le coût des articles précisés au départ et les substitutions proposées.
- .2 Les propositions seront évaluées par le représentant ministériel si :
 - .1 les produits choisis par le soumissionnaire parmi ceux qui sont spécifiés ne sont pas disponibles;
 - .2 la date de livraison des produits précisés occasionnerait un retard injustifié dans la réalisation du contrat;
 - .3 La substitution de produits précisés par des produits présentés au représentant ministériel comme étant équivalents donnera lieu à un crédit attribuable au montant du contrat.
- .3 Si la proposition de substitution est acceptée en tout ou en partie, l'entrepreneur doit en assumer l'entière responsabilité et celle des coûts liés à tout changement apporté au projet. Il faut assumer les coûts liés aux changements apportés au plan ou aux dessins qui ont été entraînés par la substitution.
- .4 Le total de tous les crédits provenant de l'approbation des substitutions sera déterminé par le représentant ministériel, et le prix contractuel sera réduit en conséquence. Aucune substitution ne sera permise sans autorisation écrite du représentant ministériel.

- .5 Le représentant ministériel se réserve le droit d'accepter ou de rejeter la substitution de certains matériaux.
- 1.7 Usine et équipement de construction
- .1 Sur demande, il faut prouver, de façon satisfaisante au représentant ministériel, que l'usine et l'équipement de construction conviennent à la fabrication, au transport et à l'emplacement, et que les travaux respectent les normes de qualité et le taux de production spécifiés. S'ils semblent inadéquats, remplacer l'équipement ou l'usine ou fournir de l'équipement supplémentaire et l'usine, selon les directives.
- .2 Maintenir l'équipement de construction et l'usine en bon état de fonctionnement.
- 1.8 Matériaux endommagés et rejetés
- .1 Remplacer, réparer ou améliorer de toute autre façon les matériaux endommagés, brisés ou détruits lors de la construction, de façon satisfaisante pour le représentant ministériel.
- .2 Retirer les matériaux rejetés du site.

FIN DE LA SECTION

- 1.1 Registre des dessins
- .1 Le représentant ministériel fournira deux (2) jeux de bleus des dessins aux fins des dessins de l'ouvrage fini.
 - .2 Garder des dessins de l'ouvrage fini du projet et consigner avec exactitude les écarts par rapport aux documents contractuels causés par les conditions du site et les modifications demandées par le représentant ministériel.
 - .3 Marquer les modifications à l'encre rouge.
 - .4 Consigner l'information suivante :
 - .1 élévation des différents éléments par rapport au niveau de référence des cartes;
 - .2 modifications des dimensions et des détails sur le terrain;
 - .3 modifications effectuées en vertu de l'autorisation de modification.
 - .5 À la fin du projet et avant l'inspection finale, transcrire proprement les annotations sur un deuxième jeu de dessins et soumettre les deux jeux au représentant ministériel.

FIN DE LA SECTION

1.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Effectuer les opérations de nettoyage et de mise au rebut conformément aux ordonnances locales et aux lois antipollution.
- .2 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- .3 Éviter l'accumulation des déchets qui constituent des conditions dangereuses.
- .4 Assurer une bonne ventilation des locaux pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques.

1.2 MATÉRIAUX

- .1 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.

1.3 NETTOYAGE DURANT LA CONSTRUCTION

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut.
- .2 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.
- .3 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier à la fin de chaque période de travail.

1.4 NETTOYAGE FINAL

- .1 En vue des travaux préparatoires pour la réalisation substantielle des travaux, l'on se devra d'entreprendre une inspection des surfaces d'intérieur et d'extérieur qui seront apparentes ou exposées à la vue. Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier.
- .2 Balayer et nettoyer les trottoirs, les marches et les autres surfaces extérieures; balayer ou ratisser le reste du terrain.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Définitions

- .1 Recyclable : capacité d'un produit ou d'un matériel à être récupéré à la fin de son cycle de vie, puis retransformé en un nouveau produit afin d'être réutilisé.
- .2 Recycler : transformer ou recueillir des déchets et des matières recyclables dans le but de les convertir en de nouveaux produits.
- .3 Recyclage : procédé par lequel les déchets solides et d'autres matières rejetées sont triés, nettoyés, traités et transformés afin d'être utilisés sous une autre forme. Le recyclage n'inclut pas l'incinération ni la destruction par la chaleur des déchets.
- .4 Réutilisation : utilisation répétée d'un produit dans sa forme d'origine, mais pas forcément aux mêmes fins. La réutilisation englobe les éléments suivants :
 - .1 la récupération de matières réutilisables issues de projets de transformation, avant le stade de la démolition, aux fins de revente ou de réutilisation dans le cadre d'un projet en cours;
 - .2 le retour d'articles réutilisables aux fournisseurs, y compris les palettes et les produits non utilisés.
- .5 Récupérer : recueillir des matériaux structuraux et non structuraux issus de projets de démantèlement ou de démontage aux fins de réutilisation ou de recyclage.
- .6 Condition distincte : désigne les déchets triés en types individuels.
- .7 Tri à la source : vise à trier différents types de déchets dès la première fois qu'ils deviennent des déchets.
- .8 Coordonnateur de la gestion des déchets : représentant de l'entrepreneur responsable de la supervision des activités de gestion des déchets.

- 1.2 Plan de travail en matière de gestion des déchets
- .1 Avant le début des travaux, élaborer un plan de travail en matière de gestion des déchets.
 - .1 Le plan de travail doit comprendre les éléments suivants :
 - .2 pratiques de réduction des déchets;
 - .3 processus de tri à la source des matériaux;
 - .4 procédures concernant l'acheminement des produits recyclables dans les installations de recyclage;
 - .5 procédures concernant l'acheminement de déchets et d'articles non récupérables à l'installation de transformation des déchets ou au site d'enfouissement approuvé;
 - .6 formation et supervision de l'effectif responsable de la gestion des déchets sur le chantier;
 - .7 descriptions et quantités prévues (en %) des matériaux récupérables qui sont réutilisés, recyclés et enfouis;
 - .8 calendrier de démolition sélective;
 - .9 nombre et emplacement des bennes à ordures;
 - .10 fréquence prévue du déversement;
 - .11 nom et adresse des transporteurs, des installations de gestion des déchets et des organisations de réception des déchets.
 - .2 Élaborer un plan de travail en collaboration avec tous les sous-traitants afin d'assurer que tous les enjeux et les possibilités en matière de gestion des déchets soient abordés.
 - .3 Mettre en œuvre et gérer tous les volets du plan de travail en matière de gestion des déchets pour la durée des travaux.
 - .4 Revoir le plan de travail au fur et à mesure de l'avancement des travaux afin d'aborder les nouvelles possibilités relatives à la dérivation des déchets depuis le site d'enfouissement.
 - .5 Un coordonnateur de la gestion des déchets doit être désigné en vertu du plan de travail. À titre de représentant de l'entrepreneur, cette personne sera responsable de superviser toutes les activités de gestion des déchets et d'assurer la coordination des soumissions et de la production de rapports.
- 1.3 Soumissions
- .1 Présenter les soumissions, y compris le plan de travail en matière de gestion des déchets, conformément à la section 01 33 00 - Procédures relatives à la soumission

- .2 Chaque semaine, présenter des copies de reçus certifiés des centres d'élimination autorisés et des installations de réutilisation et de recyclage pour tous les matériaux retirés du chantier.
 - .1 Le représentant ministériel doit présenter une autorisation écrite relativement à la dérogation par les transporteurs, les installations et les organisations de réception indiqués dans le plan de travail en matière de gestion des déchets.
 - .2 Inclure une copie des bordereaux d'expédition, des billets de pesage et des reçus d'élimination pour tous les déchets éliminés.

- 1.4 Entreposage, manipulation et protection
 - .1 Entrepoiser les matériaux à réutiliser, à recycler et à récupérer dans les emplacements prévus à cet effet, conformément aux directives du représentant ministériel.
 - .2 À moins d'une indication contraire, les matériaux devant être retirés deviennent la propriété de l'entrepreneur.
 - .3 Manipuler, protéger et mettre en dépôt les matériaux devant être retirés du chantier, conformément au paragraphe 1.6 de la section 01 35 44.

- 1.5 Exigences en matière d'élimination
 - .1 Il est interdit d'enfouir ou de brûler les déchets sur le chantier.
 - .2 Il est interdit d'éliminer des déchets, des substances volatiles, des essences minérales, des huiles, des peintures, des diluants pour peintures ou des matériaux de traitement non utilisés dans les voies navigables, les collecteurs pluviaux ou les égouts sanitaires.
 - .3 Ne pas se débarrasser du bois traité avec un agent de préservation par incinération.
 - .4 Ne pas se débarrasser du bois traité avec d'autres matériaux destinés au recyclage ou à la réutilisation.
 - .5 Éliminer le bois traité, les embouts, les bouts de bois et la sciure de bois dans une installation de construction et d'élimination des déchets

approuvée.

- .6 Acheminer les déchets uniquement vers les installations de traitement des déchets approuvées ou vers les sites d'enfouissement approuvés par les autorités compétentes.
- .7 Communiquer avec les autorités compétentes avant le début des travaux afin de connaître, le cas échéant, les rebuts de matériaux de démolition et de construction dont l'élimination est interdite dans les sites d'enfouissement et les stations de transfert. Prendre les mesures appropriées pour isoler ces matériaux interdits sur le chantier et les éliminer en stricte conformité avec les règlements provinciaux et municipaux.
- .8 Acheminer les déchets destinés au site d'enfouissement dans un lot distinct, dans le respect des règles et des recommandations de l'exploitant du lieu d'enfouissement en vue d'appuyer ses efforts visant à dévier, à recycler et à diminuer les déchets solides acheminés au site d'enfouissement.
- .9 La vente des éléments récupérés n'est pas permise sur le chantier.
- .10 Retirer les matériaux des projets de démantèlement à mesure que les travaux de démantèlement et de démontage progressent.

1.6 Redevances de
déversement

- .1 Toutes les redevances de déversement doivent être incluses dans le prix forfaitaire fourni. Aucun autre paiement ne sera effectué afin de couvrir les frais liés à l'élimination des déchets.

1.7 Établissement du
calendrier

- .2 Coordonner les travaux avec d'autres activités sur le chantier en vue d'assurer le respect du calendrier et un déroulement ordonné des travaux.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 Application
- .1 Éliminer tous les matériaux conformément aux codes réglementaires, aux règlements, aux lois et aux règlements municipaux.
 - .2 Manipuler les matériaux réutilisables qui n'ont pas été réutilisés, récupérés ou recyclés conformément aux règlements et aux codes applicables.
- 3.2 Nettoyage
- .1 Une fois les travaux terminés, ramasser les outils et les déchets et laisser la zone de travail propre et en bon état.
 - .2 Nettoyer la zone de travail à mesure que le travail progresse.
 - .3 Trier les matériaux à réutiliser ou à recycler dans les zones de tri identifiées.
- 3.3 Dérivation des matériaux
- .1 Trier les matériaux du flux de déchet principal et de la mise en dépôt dans des piles ou des contenants distincts, conformément aux directives du représentant ministériel ainsi qu'aux règlements relatifs aux incendies applicables.
 - .1 Marquer les contenants ou les zones de mise en dépôt.
 - .2 Fournir des instructions sur les pratiques d'élimination.

FIN DE LA SECTION

1.1 CONTENU DE LA SECTION

- .1 Modalités administratives préalables aux inspections préliminaire et finale des travaux par le Représentant du Ministère.

1.2 SECTION CONNEXE

- .1 Section 01 78 00 - Documents/Éléments à remettre à l'achèvement des travaux.

1.3 INSPECTION ET DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL

- .1 Inspection effectuée par l'Entrepreneur : concurremment avec les Sous-traitants, le présent Entrepreneur devra coordonner et entreprendre une inspection et une vérification de tous les travaux. L'on se devra d'identifier et de corriger les manques et les défauts, d'effectuer les réparations qui s'imposent et de réaliser ou de compléter les articles manquants ou non terminés et ce, en conformité avec les exigences, afin de s'assurer que le tout est conforme aux exigences des documents contractuels.

- .1 Aviser le Représentant du Ministère par écrit lorsque les manques découlant de l'inspection de l'Entrepreneur auront été corrigés et que les travaux sont jugés comme étant complets et prêts à être inspectés par le Représentant du Ministère.

- .2 Inspection effectuée par le Représentant du Ministère : l'on se devra d'accompagner le Représentant du Ministère au cours de toutes les inspections intérimaires et définitive des travaux.

- .1 À la suite des inspections susmentionnées, l'on se devra de faire un suivi, relativement aux défauts, aux dérèglements et aux articles non terminés des travaux.

- .2 Aviser le Représentant du Ministère une fois les manques identifiés corrigés.

- .3 À noter que le Représentant du Ministère ne produire pas le Certificat de réalisation substantielle des travaux tant et aussi longtemps que les travaux ci-après n'auront pas été terminés et que les documents prescrits n'auront pas été remis aux Autorités compétentes :

- .1 Documents d'après-exécution et d'archivage du projet.

- .2 Manuels définitifs d'exploitation et d'entretien.

- .3 Matériaux, pièces et outils d'entretien.

- .4 Certificats de conformité provenant des Autorités en cause.

- .5 Rapports résultant des essais désignés.

- .6 Démonstration et formation, de même que les manuels à l'intention des utilisateurs.

- .7 Certificats de garantie du fabricant.

- .8 Épreuve, réglage et équilibrage de l'appareillage et des systèmes, de même que présentation de rapports d'essai.
- .9 Mise en service de l'appareillage et des systèmes prescrits.
- .4 Corriger toutes les déféctuosités avant la présentation du certificat de réalisation des travaux par le Représentant du Ministère.

FIN DE LA SECTION

1.1 CONTENU DE LA SECTION

- .1 Dossier de projet, échantillons et devis.
- .2 Fiches et manuels d'exploitation et d'entretien.

1.2 PROJECT RECORD DOCUMENTS

- .1 Le Représentant du Ministère fournira deux (2) jeux de copies blanches des dessins du contrat et 2 copies du manuel des devis concernant précisément « l'ouvrage construit ».
- .2 Conserver sur le chantier au moins un ensemble de dessins et de devis du contrat pour y inscrire les conditions véritables sur le lieu de l'ouvrage construit.
- .3 Conserver des dessins à jour et en temps réel de l'ouvrage construit en bon état et mettre ceux-ci à la disponibilité du Représentant du Ministère pour inspection sur demande.
- .4 Dessins de l'ouvrage construit :
 - .1 Noter les changements à l'encre rouge sur les copies imprimées, et ce, sur un seul ensemble de dessins imprimés et une fois les travaux terminés, transcrire proprement toutes les annotations sur le deuxième ensemble (également à l'encre rouge).
 - .2 Soumettre les deux ensembles au Représentant du Ministère avant de demander le certificat d'achèvement substantiel des travaux.
 - .3 Estamper tous les dessins avec la mention « Dessins de l'ouvrage construit ». Étiqueter et apposer la signature de l'Entrepreneur et la date.
 - .4 Présenter toutes les modifications, les remplacements et les écarts par rapport à ce qui apparaît sur les dessins du contrat ou dans les devis.
 - .5 Noter les renseignements suivants :
 - .1 Emplacement horizontal et vertical des services publics souterrains à l'extérieur et des ouvrages annexes auxquels on fait référence en vue des améliorations permanentes en surface.
 - .2 Emplacement horizontal et vertical des divers éléments par rapport au référentiel géodésique.
 - .3 Emplacement des services publics internes et des ouvrages annexes dissimulés dans les éléments de construction avec référence aux caractéristiques visibles et accessibles de la structure.
 - .4 Changements au niveau des dimensions et des détails sur le terrain.
 - .5 Emplacement de tous les services publics et autres qui sont fermés ou recouverts d'un capuchon.
 - .6 Saignées pour les services mécaniques,

-
- électriques et autres.
 - .7 Élévations des plafonds et des planchers.
 - .8 État du plan réfléchi du plafond montrant la configuration de finition de tous les services et dispositifs placés au plafond.
 - .9 Points d'installation des services électriques en prenant soin d'inscrire les dimensions et les références aux colonnes et aux murs porteurs de l'édifice.
 - .10 Tout détail produit dans le cadre du contrat par le Représentant du Ministère pour ajouter aux dessins actuels ou pour modifier ceux-ci.
 - .11 Tous les ordres de modification émis pendant le contrat doivent être documentés sur les documents de l'ouvrage construit fini de façon à présenter de façon précise et uniforme les changements apportés dans la mesure où ils s'appliquent aux détails concernés des dessins.
- .5 Devis de l'ouvrage construit : Marquer en rouge de façon lisible chaque article afin d'inscrire les éléments de construction véritables, tels :
- .1 Fabricant, nom commercial et numéro de catalogue de chaque produit installé, dont tout particulièrement les articles substitués.
 - .2 Changements apportés par voie d'addendum et d'ordre de modification.
 - .3 Marquer les deux copies des devis; estamper la mention « ouvrage construit » pour ensuite apposer la signature et la date de la même façon que sur les dessins dans la clause précédente.
- .6 Tenir les dessins de l'ouvrage construit à jour au fur et à mesure que le contrat avance. Le Représentant du Ministère procédera régulièrement à des examens et des inspections des documents. À défaut de maintenir les dessins de l'ouvrage construit à jour et complets de façon à satisfaire le représentant du ministère, il en résultera des amendes sous forme de réductions des acomptes et d'évaluations des retenues.
- 1.3 DESSINS D'ATELIER RÉVISÉS
- .1 Fournir un ensemble complet de tous les dessins d'atelier revus aux fins du projet afin de les intégrer à chaque exemplaire des manuels d'utilisation et d'entretien.
 - .2 Présenter les ensembles complets en même temps et dans le contenu des manuels d'utilisation et d'entretien indiqués.
- 1.4 MISE À JOUR DES DESSINS NUMÉRIQUES

- .1 Il faut savoir qu'en plus de fournir les documents sur papier de l'ouvrage construit « marqués en rouge », tel qu'indiqué à la clause 1.3 ci-dessus, l'Entrepreneur doit également procéder à la mise à jour des dessins numériques qu'on a utilisés afin de produire les dessins du contrat.
- .2 Le Représentant du Ministère fournira un ensemble de fichiers de dessins AutoCad Lite, version 2010, précisément pour « l'ouvrage construit ». Les fichiers des dessins AutoCad feront l'objet d'une mise à jour afin d'enregistrer les mêmes renseignements sur l'ouvrage construit que ceux dont on fait état dans les clauses précédentes portant sur la présentation de documents de papier sur l'ouvrage construit.
- .3 Tous les changements de « l'ouvrage construit » apportés sur les fichiers électroniques remis doivent s'effectuer conformément aux normes prescrites dans le Manuel de CDAO de la région de l'Atlantique. Une copie de ce manuel sera fournie par le Représentant du Ministère sur demande.
- .4 Procéder aux révisions aux fichiers électroniques trouvés non-conformes au Manuel de CDAO de la façon demandée par le représentant du ministère.
- .5 En ce qui concerne la mise à jour des fichiers numériques afin de tenir compte des changements attribuables aux ordres de modification, le changement au niveau du coût de préparation des documents consacrés aux changements apportés à l'ouvrage construit doit être compris dans le montant de chaque ordre de modification émis. Le montant inscrit ne représentera que l'augmentation ou la diminution des coûts de CDAO résultant directement du changement. Au moment de déterminer la différence des coûts, on devra tenir pleinement compte du fait que d'autres clauses de cette section entraîneront une mise à jour aux dessins de CDAO de l'ouvrage construit, et ce, peu importe les ordres de modification.
- .6 Livrer les renseignements numériques dans le même format et dans le même ordre que sur les dessins du contrat. Remettre le tout sur des disques compacts.
- .7 Soumettre les fichiers numériques de l'ouvrage construit en même temps que les versions imprimées et marquées sur papier blanc. La présentation des documents numériques ne remplace pas le besoin de fournir les versions imprimées et marquées sur papier blanc indiquées.
- .8 Fournir également 1 ensemble de tracés reproduisibles sur papier velum des fichiers électroniques des dessins CDAO à jour de l'ouvrage construit.

1.5 MANUEL D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

- .1 Définition : Compilation organisée des données d'utilisation et d'entretien incluant les renseignements techniques détaillés, les documents et les dossiers décrivant le fonctionnement et l'entretien des divers produits ou systèmes tel qu'indiqué dans les différentes sections du devis.
- .2 Langue des manuels : Les versions finales des manuels doivent être rédigées en anglais et en français.
- .3 Nombre de copies demandées :
 - .1 Soumettre deux copies provisoires du manuel à l'examen et l'inspection du représentant du ministère. Procéder ensuite aux révisions et aux ajouts demandés avant de soumettre de nouveau ces documents.
 - .2 Au moment de l'examen et de l'acceptation par le représentant du ministère, soumettre trois copies finales. Les copies provisoires ne sont pas considérées comme des copies finales, à moins d'avoir fait l'objet d'une révision complète et qu'elles soient identiques à la version finale approuvée.
- .4 Date de présentation : Présenter les version complètes des manuels d'utilisation et d'entretien au Représentant du Ministère trois semaines après avoir demandé le certificat d'achèvement substantiel des travaux.
- .5 Reliure :
 - .1 Assembler, coordonner, relier et indexer les données requises dans les manuels d'utilisation et d'entretien.
 - .2 Utiliser des cartables de vinyle à couverture rigide et munis de trois anneaux en D pour feuilles détachées de 215 sur 280 mm et avec pochette sur le dos.
 - .3 Lorsqu'on doit faire appel à plusieurs cartables, regrouper les données par catégories uniformes.
 - .4 Identifier le contenu de chaque cartable sur le dos.
 - .5 Organiser et répartir les données en utilisant un système numérique identique aux numéros de section dans le Manuel des devis.
 - .6 Séparateurs : Séparer chaque section en insérant des séparateurs de carton munis d'étiquettes. Prévoir une page de garde pour chaque produit et système en plus de donner une description du produit ou du composant.
 - .7 Taper les listes et les notes. Ne pas écrire à la main.
 - .8 Les dessins, les schémas et la documentation du fabricant doivent être lisibles. Accompagner le tout d'onglets renforcés pour cartables. Regrouper le tout au texte et plier les grands dessins selon la taille des pages de texte.

- .6 Contenu du manuel :
 - .1 Page couverture indiquant :
 - .1 Date de présentation.
 - .2 Titre du projet, emplacement et numéro du projet.
 - .3 Noms et adresses de l'Entrepreneur et de tous les sous-traitants.
 - .2 Table des matières : Fournir une table des matières complète dans chaque cartable en précisant clairement son contenu.
 - .3 Liste du matériel d'entretien.
 - .4 Liste des pièces de rechange.
 - .5 Liste des outils spéciaux.
 - .6 Original ou copie certifiée des garanties des produits et autres.
 - .7 Copie des documents approuvés et des certificats émis par les autorités d'inspection.
 - .8 Copie des rapports et des résultats des essais réalisés par l'Entrepreneur de la façon prescrite.
 - .9 Renseignements sur le produit, comme les matériaux, l'équipement et les systèmes indiqués dans les différentes sections du devis. Ces données doivent comprendre :
 - .1 Liste de l'équipement, incluant le nom du fabricant, le fournisseur, la source locale des fournitures et les dépôts de service. Fournir également les adresses et les numéros de téléphone au complet.
 - .2 Renseignements apparaissant sur la plaque d'identification, soit le numéro, la marque, la taille, la capacité, le numéro de modèle et le numéro de série.
 - .3 Liste de pièces.
 - .4 Détails d'installation.
 - .5 Instructions d'utilisation.
 - .6 Instructions d'entretien de l'équipement.
 - .7 Instructions d'entretien des finis.
- .7 Dessins d'atelier :
 - .1 Joindre un ensemble complet de dessins d'atelier révisés à chacun des exemplaires du manuel d'utilisation et d'entretien.
 - .2 Plier et relier les documents de manière professionnelle et conformément au système de numérotation des sections du devis.
 - .3 Lorsqu'on présente des quantités importantes de données, placer celles-ci dans des cartables séparés de la même taille que les cartables de F et E.
- .8 Données de l'équipement et des systèmes : La liste suivante indique le type de données et l'ampleur de l'information qu'on doit prévoir pour chaque pièce d'équipement et chaque système :
 - .1 Description de l'appareil ou du système et des

- composants. Décrire la fonction, les caractéristiques de fonctionnement normales, ainsi que les conditions limites. Ajouter les courbes de rendement, ainsi que les données et les essais techniques, de même que la nomenclature complète et le numéro commercial des pièces remplaçables.
- .2 Liste des circuits des panneaux : Indiquer les caractéristiques électriques de service, les commandes et les communications.
 - .3 Inclure des schémas de câblage chromocodés.
 - .4 Méthodes d'utilisation : Décrire les méthodes de démarrage, de rodage, ainsi que les instructions d'entretien normales et l'ordre des opérations. Énumérer les instructions de réglage, de commande et d'arrêt, ainsi qu'en cas d'urgence. Énumérer les instructions d'utilisation en été, en hiver et dans les situations spéciales.
 - .5 Exigences d'entretien : Énumérer les opérations de routine et inclure un guide de diagnostic des pannes; les instructions de démontage, de réparation et de remontage; ainsi que les instructions d'alignement, d'ajustement, d'équilibrage et de vérification.
 - .6 Calendrier d'entretien et de lubrification, ainsi que la liste des lubrifiants utilisés.
 - .7 Document imprimé sur les instructions d'utilisation et d'entretien du fabricant.
 - .8 Ordre des opérations par le fabricant des commandes.
 - .9 Liste de pièces originales du fabricant, illustrations, dessins d'assemblage et schémas nécessaires aux fins de l'entretien.
 - .10 Fournir les schémas des commandes installées provenant du fabricant des commandes.
 - .11 Fournir les dessins de coordination de l'Entrepreneur incluant les schémas chromocodés de la tuyauterie installée.
 - .12 Fournir des listes de numéros d'étiquette des soupapes montrant l'emplacement et le fonctionnement de chacune et correspondant aux schémas de débit et de commande.
 - .13 Fournir la liste des pièces de rechange originales du fabricant, les prix actuels, ainsi que les quantités qu'on recommande de conserver en stock.
 - .14 Inclure les rapports d'essai et d'équilibrage.
 - .15 Exigences additionnelles tel qu'indiqué dans les différentes sections du devis.
- .9 Données d'entretien des matériaux et des finis :
- .1 Produits de construction, matériaux appliqués et finis : inscrire les données du produit, le numéro de catalogue, le format, la composition, ainsi que la couleur et la texture. [Fournir l'information nécessaire afin de pouvoir commander de nouveau des produits de fabrication spécialisés.]
 - .2 Instructions relatives aux produits et aux méthodes de nettoyage, précautions contre les produits et les

méthodes dommageables et le programme recommandé de nettoyage et d'entretien.

- .3 Protection contre l'humidité et produits exposés aux intempéries : inclure les recommandations du fabricant en ce qui concerne les produits et les méthodes de nettoyage, les précautions contre les produits et les méthodes dommageables et le programme recommandé de nettoyage et d'entretien.
- .4 Exigences additionnelles : Tel qu'indiqué dans les différentes sections du devis.

1.6 PIÈCES DE RECHANGE, OUTILS ET PRODUITS D'ENTRETIEN

- .1 Prévoir les pièces de rechange, les outils spéciaux et les matériaux additionnels nécessaires pour l'entretien dans les quantités prescrites dans les différentes sections du devis.
- .2 Étiqueter tous les articles en inscrivant la fonction ou l'équipement correspondant.
- .3 Fournir des articles de marque et de qualité identiques à ceux utilisés sur l'ouvrage.
- .4 Livrer le tout bien emballé sur le chantier. Ranger à l'endroit prescrit par le représentant du ministère.
- .5 Inscrire clairement le contenu en précisant :
 - .1 Le numéro de pièce.
 - .2 L'identification de l'équipement ou du système auquel sont destinées les pièces.
 - .3 Les instructions d'installation ou l'utilisation souhaitée, selon le cas.
 - .4 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du fournisseur le plus près.
- .6 Préparer et soumettre la liste complète des articles fournis et joindre cette liste au manuel d'entretien.

FIN DE LA SECTION